

**5 août 2025 (mise à jour)**

Langue de l'original : français

---

## COI FOCUS

# SALVADOR

## Situation sécuritaire depuis l'état d'urgence

### Disclaimer:

Ce document COI a été rédigé, conformément aux [lignes directrices de l'Union européenne](#) pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et aux dispositions légales en vigueur, par le département de recherche d'information sur les pays d'origine (Cedoca) du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA). Il vise à fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique et n'exprime aucune opinion. Il ne prétend pas apporter de réponse définitive quant au bien-fondé d'une demande de protection internationale.

Ce document a été élaboré, dans un délai imparti, sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. Le Cedoca s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents relatifs au sujet du présent document COI mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné dans le présent document ne préjuge pas de son inexistence. Toutes les sources utilisées sont référencées.

This COI product was produced by Cedoca, the country of origin information research unit of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons (CGRS). It follows the [Common EU Guidelines](#) for processing country of origin information (April 2008) and was drafted in accordance with applicable legal provisions. It aims to provide information for the processing of individual applications for international protection. It does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of applications for international protection.

This report was prepared within an allotted timeframe, using a wide range of carefully selected public information with a constant attention to crosschecking sources. While Cedoca has endeavoured to cover all aspects relevant to the subject of this COI report, the information provided is not necessarily exhaustive. The absence of a specific event, person or organisation from this report should not be taken to imply that the event did not take place or that the person or organisation does not exist. All sources are referenced.



Cofinancé par  
l'Union européenne

## Résumé

La rupture des négociations secrètes entre le gouvernement du président Nayib Bukele et les principaux gangs a déclenché un massacre auquel l'État a répondu par l'instauration le 27 mars 2022 de l'état d'urgence. Celui-ci, toujours en cours, a mené à la suspension de droits et libertés. L'Assemblée législative a adopté une série de réformes judiciaires qui impliquent globalement un durcissement des peines pour des personnes appartenant à des groupes criminels. Ces lois et décrets resteront en vigueur après la levée éventuelle de l'état d'urgence. La séparation des pouvoirs est affaiblie, et l'indépendance de la justice l'est en particulier.

Ce contexte a permis l'arrestation de 86.000 (présumés) membres de gangs, portant un coup dur à la structure, aux opérations et aux sources de financement des gangs. La plupart des Salvadoriens peuvent à nouveau vaquer à leurs occupations dans un climat de sécurité.

S'il manque des chiffres officiels fiables relatifs à l'évolution de la criminalité, les sources font état d'une liberté de mouvement retrouvée et d'une réduction des homicides. L'extorsion semble globalement en recul. Les violences basées sur le genre et le déplacement forcé persistent. Les gangs ont perdu leur capacité à recruter dans les quartiers qu'ils ne gouvernent plus. La peur d'une arrestation arbitraire pousse certains Salvadoriens au déplacement interne et/ou à la migration. Le démantèlement des gangs n'a pas abouti partout dans le pays. De nombreuses villes sont libérées de leur emprise, mais il reste des membres de gangs repliés à l'intérieur du pays et à l'étranger.

Le régime d'exception a offert aux forces de l'ordre une liberté de manœuvre menant à des abus systématiques. La plupart des plaintes concernent la détention arbitraire et le non-respect des procédures judiciaires. Les prisons sont bondées et retiennent, d'après des associations, des dizaines de milliers de personnes présumées innocentes. Les détenus, pour la plupart suspectés d'association illicite, sont généralement privés de toute communication avec l'extérieur. Leur droit à la défense est largement bafoué et leurs chances d'être un jour libérés sont faibles. La torture et les autres mauvais traitements sont amplement répandus. Au cours de l'état d'urgence, plus de huit mille détenus ont été remis en liberté, la plupart sous conditions.

Les sanctions prononcées par les autorités contre des policiers ou des militaires auteurs d'abus sont rares, ce qui génère un climat d'impunité.

-----

## Summary

The breakdown of secret negotiations between President Nayib Bukele's government and the main gangs sparked a massacre. In response, the state declared a state of emergency on 27 March 2022. The state of emergency, which is still in force, has led to the suspension of rights and freedoms. The Legislative Assembly has adopted a series of judicial reforms that generally result in tougher penalties for members of criminal groups. These laws and decrees will remain in force even after the state of emergency has been lifted. The principle of separation of powers has been weakened, particularly with regard to the independence of the judiciary.

In this context, 86,000 alleged gang members have been arrested, which has dealt a severe blow to the gangs' structure, operations and sources of funding. As a result, most Salvadorans are now able to go about their daily lives in a secure environment.

Although reliable official figures on crime trends are lacking, sources report the return of freedom of movement and a reduction in homicides. Overall, extortion appears to be declining. However, gender-

based violence and forced displacement persist. Gangs have lost their ability to recruit in neighbourhoods they no longer control. Fear of arbitrary arrest is driving some Salvadorans to internal displacement and/or migration. The dismantling of gangs has not been successful throughout the country. While many cities have been freed from their control, gang members remain firmly established in rural areas and overseas.

The state of emergency has granted the security forces greater freedom of action, resulting in systematic abuses. Most complaints concern arbitrary detention and failure to comply with judicial procedures. Prisons are overcrowded and, according to human rights groups, hold tens of thousands of people who are presumed innocent. Most of the detainees are suspected of unlawful association and are generally denied all communication with the outside world. Their right to defence is frequently violated and their chances of ever being released are slim. Torture and other forms of mistreatment are widespread. During the state of emergency, more than 8,000 detainees were released, most of them on conditional terms.

The authorities rarely punish police officers or soldiers who commit abuses, resulting in a climate of impunity.

## Table des matières

<b>Résumé</b> .....	<b>2</b>
<b>Summary</b> .....	<b>2</b>
<b>Liste des sigles</b> .....	<b>5</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>6</b>
<b>1. Instauration de l'état d'urgence</b> .....	<b>8</b>
1.1. Rupture d'accords secrets .....	8
1.2. Suspension de certains droits et libertés .....	8
1.3. Réformes judiciaires.....	8
1.4. Évolution de l'état de droit .....	10
<b>2. Évolution de la sécurité</b> .....	<b>11</b>
2.1. Démantèlement des gangs.....	12
2.2. Effets sur la vie quotidienne .....	13
<b>3. Effets de l'état d'urgence sur la criminalité</b> .....	<b>14</b>
3.1. Absence de données fiables .....	14
3.2. Liberté de mouvement .....	14
3.3. Homicides.....	15
3.4. Extorsion .....	15
3.5. Violences basées sur le genre ou l'orientation sexuelle .....	16
3.6. Recrutement forcé .....	18
3.7. Déplacement forcé et exil .....	18
3.8. Différences régionales .....	19
<b>4. Abus dénoncés</b> .....	<b>20</b>
4.1. Arrestations .....	21
4.1.1. Nombre .....	21
4.1.2. Caractère arbitraire .....	22
4.1.3. Déroulement.....	23
4.1.4. Disparitions forcées/fosses communes .....	25
4.1.5. Profils des personnes arrêtées.....	25
4.2. Détentions .....	27
4.2.1. Caractère arbitraire .....	27
4.2.2. Durée .....	28
4.2.3. Conditions de détention.....	28
4.2.4. Lieux de détention .....	30
4.2.5. Remises en liberté .....	30
4.3. Sanctions des abus .....	31
<b>Bibliographie</b> .....	<b>32</b>

## Liste des sigles

AI	Amnesty International
CECOT	Centro de Confinamiento del Terrorismo
CIDH	Commission interaméricaine des droits de l'homme
COMCAVIS-TRANS	Asociación Comunicando y Capacitando a Mujeres Trans
DPLF	Due Process of Law Foundation / Fundación para el Debido Proceso
FAMI	Fonds européen pour l'asile, la migration et l'intégration
GTPD	Grupo de Trabajo de Personas Desaparecidas
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
IDHUCA	Instituto de Derechos Humanos de la Universidad Centroamericana José Simeón Cañas
IDMC	Internal Displacement Monitoring Center
IUDOP	Instituto Universitario de Opinión Pública
LAIP	Ley de Acceso a la Información Pública
LGBT	Lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres
LGBTI	Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et personnes intersexes
LGBTQ+	Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et personnes queer
MDDD	Mesa por el derecho a Defender Derechos
MOVIR	Movimiento de Víctimas del Régimen de Excepción
MS13	Mara Salvatrucha
MTP	Movimiento de Trabajadores de la Policía
ONG	Organisation non gouvernementale
ODUH	Observatorio Universitario de Derechos Humanos
PGR	Procuraduría General de la República
SJH	Socorro Juridico Humanitario
SSPAS	Servicio Social Pasionista
WOLA	Washington Office on Latin America

## Introduction

Ce document met à jour le COI Focus du 12 décembre 2023 portant le même titre. Il dresse un état des lieux des conditions de sécurité au Salvador depuis l'instauration de l'état d'urgence, le 27 mars 2022.

La recherche se compose de quatre parties. La première partie décrit les circonstances ayant déclenché l'état d'urgence, les restrictions aux droits et libertés subséquentes à celui-ci, les réformes judiciaires et l'évolution de l'état de droit. La seconde partie aborde l'incidence de l'état d'urgence sur la sécurité. Elle accorde une attention particulière aux conséquences de l'état d'urgence sur la capacité des gangs à poursuivre leurs opérations ainsi que celles sur la vie quotidienne. La troisième partie esquisse, en l'absence de données officielles fiables, un aperçu de l'évolution de la violence des gangs, qui présente des variations régionales. La quatrième et dernière partie se penche sur les abus les plus fréquemment signalés, notamment les arrestations et les détentions arbitraires attribuées aux forces de l'ordre.

Les sources consultées pour cette recherche, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, comprennent essentiellement des rapports et des articles issus de la presse latino-américaine, d'instances (inter)nationales, d'associations de la société civile et de sources académiques. Le Cedoca a également puisé des informations lors d'une mission effectuée à San Salvador du 7 au 21 mars 2024 et réalisée avec l'aide du Fonds européen pour l'asile, la migration et l'intégration (FAMI). L'un des objectifs de cette mission était de récolter des informations sur l'évolution de la situation sécuritaire. Au vu du caractère sensible du sujet traité, certaines sources ont souhaité garder l'anonymat pour des raisons de sécurité. Au cours de la mission, le Cedoca a pu rencontrer plusieurs sources locales, principalement issues de la société civile :

- Antonio Palacios, directeur de communication auprès du Socorro Jurídico Humanitario (SJH) ;
- Gabriel Labrador, journaliste et porte-parole de l'Asociación de Periodistas de El Salvador (APES) ;
- Gabriela Colocho, membre de la Mesa por el derecho a Defender Derechos (MDDD) ;
- Gabriela Santos, directrice exécutive de l'Instituto de Derechos Humanos de la Universidad Centroamericana José Simeón Cañas (IDHUCA) ;
- Idalia Zepeda, avocate pour l'Asociación Salvadoreña para los Derechos Humanos (ASDEHU) ;
- Ivania Cruz, porte-parole du Comité de Familiares de Presos y Presas Politicos de El Salvador (COFAPPES) ;
- Bianka Rodríguez, directrice exécutive de l'Asociación Comunicando y Capacitando a Mujeres Trans (COMCAVIS-TRANS) ;
- la Fundación de Estudios para el Acceso a la Justicia (FESPAD) ;
- la représentation du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ;
- le directeur exécutif d'une association de défense des droits humains ;
- le Servicio Social Pasionista (SSPAS) ;
- Lourdes Palacios, coordinatrice du Comité de Familiares de Presos y Presas Politicos de El Salvador (COFAPPES) ;
- Marvin Reyes, fondateur du Movimiento de Trabajadores de la Policía (MTP) ;
- Mónica Linares, directrice exécutive d'ARCOIRIS TRANS-Asociación Solidaria Para Impulsar el Desarrollo Humano (ASPIDH) ;

- Rina Montti, directrice d'enquête sur les droits humains auprès de Cristosal ;
- Samuel Ramírez, fondateur et coordinateur du Movimiento de las Víctimas del Régimen (MOVIR) ;
- un ex-membre de gang repent et actif dans la reconversion au christianisme et la réintégration professionnelle d'anciens membres de gang ;
- un think-tank salvadorien ;
- William Hernández, directeur exécutif de l'Asociación Entre Amigos.

Le Cedoca a clôturé la recherche, pour cette mise à jour, le 10 juin 2025.

Les conditions de sécurité au Salvador font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus serait mis à jour le plus rapidement possible.

## 1. Instauration de l'état d'urgence

### 1.1. Rupture d'accords secrets

Le président du Salvador, Nayib Bukele, a fondé sa campagne électorale de 2018 sur la promesse de vaincre les gangs. Cependant, son administration s'est engagée dans des négociations secrètes avec les principaux gangs<sup>1</sup>.

En échange d'une réduction du nombre de meurtres commis par les gangs et d'un soutien électoral, le gouvernement a concédé des faveurs à ces gangs, à savoir une remise en liberté de certains membres éminents et l'assouplissement des conditions carcérales d'autres membres<sup>2</sup>.

C'est la rupture de ces négociations qui a déclenché le massacre faisant plus de 80 morts fin mars 2022<sup>3</sup>. L'État y a répondu par l'instauration d'un régime d'exception décrété le 27 mars 2022, qu'il a renouvelé mensuellement. Il est toujours en cours à la clôture du présent rapport<sup>4</sup>.

### 1.2. Suspension de certains droits et libertés

L'Assemblée législative a approuvé le 27 mars 2022 le Décret n° 333 instaurant l'état d'urgence pour une durée de trente jours. Le régime d'exception a entraîné *de facto* la suspension de droits fondamentaux et de garanties constitutionnelles, notamment le droit à une procédure judiciaire régulière, la confidentialité des communications, la liberté d'association et de réunion (restaurée en 2023 d'après Freedom House<sup>5</sup>), la présomption d'innocence, le droit d'être informé des motifs de son arrestation, le droit à la défense ou encore l'inviolabilité du domicile<sup>6</sup>.

### 1.3. Réformes judiciaires

Depuis l'instauration de l'état d'urgence, l'Assemblée législative a promulgué au moins 51 décrets-lois, dont 24 ont modifié ou créé des règles pénales et de procédure pénale. Lorsque l'état d'urgence cessera d'être prorogé, la plupart de ces mesures resteront en vigueur, comme le soulignent plusieurs sources dont le directeur exécutif de l'Asociación Entre Amigos, William Hernández, rencontré le 20

<sup>1</sup> El Faro, 02/05/2025, [url](#) ; Cristosal et al., 04/2024, pp. 23-25, [url](#) ; Reuters, 02/11/2023, [url](#) ; El Faro, 01/03/2023, [url](#) ; El Faro, 28/02/2023, [url](#) ; El Faro, 23/08/2021, [url](#)

<sup>2</sup> USA Today, 29/05/2025, [url](#) ; Le Monde, 10/05/2025, [url](#) ; AP, 27/03/2025, [url](#) ; WOLA, 27/03/2025, [url](#) ; El País, 24/03/2025, [url](#) ; Infobae, 05/11/2023, [url](#) ; InSight Crime, 20/06/2023, [url](#) ; Cristosal, 12/05/2023, pp. 8-15, [url](#) ; MO\*, 08/04/2023, [url](#) ; Lawfare, 27/03/2023, [url](#) ; El Faro, 28/02/2023, [url](#)

<sup>3</sup> The Atlantic, 10/04/2025, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 10, p. 14, [url](#) ; Diario Co Latino, 28/03/2025, p. 3, [url](#) ; The Conversation, 17/03/2025, [url](#) ; Freedom House, 03/03/2025, [url](#) ; HRW, 16/01/2025, [url](#) ; Time, 29/08/2024, [url](#) ; WOLA, 08/03/2024, [url](#) ; ReVista, 21/02/2024, [url](#) ; Bertelsmann Stiftung, 2024, p. 6, [url](#) ; Los Angeles Times, 19/04/2023, [url](#) ; The New York Times, 09/04/2023, [url](#)

<sup>4</sup> La Prensa Gráfica, 29/05/2025, [url](#)

<sup>5</sup> Freedom House, 03/03/2025, [url](#)

<sup>6</sup> Revista Raya, 11/05/2025, [url](#) ; Diario Co Latino, 28/03/2025, p. 3, [url](#) ; AI, 20/12/2024, [url](#) ; Cristosal et al., 04/2024, p. 11, [url](#) ; ReVista, 21/02/2024, [url](#) ; Bertelsmann Stiftung, 2024, p. 7, [url](#) ; AP, 13/09/2023, [url](#) ; AI, 08/09/2023, [url](#) ; Z Network, 08/09/2023, [url](#) ; DPLF, *Derecho a la defensa y garantías procesales*, 22/08/2023, p. 3, [url](#) ; InSight Crime, 04/08/2023, [url](#) ; The Guardian, 27/07/2023, [url](#) ; OHCHR, 22/05/2023, [url](#) ; Cristosal, 12/05/2023, p. 5, [url](#) ; Infobae, 13/04/2023, [url](#) ; DPLF et al., 10/04/2023, p. 3, [url](#) ; CIDH, 06/04/2023, [url](#) ; Comité contre la torture, 19/12/2022, [url](#) ; HRW, 08/04/2022, [url](#)

mars 2024 lors de la mission de collecte d'informations au Salvador<sup>7</sup>. Ces réformes impliquent dans l'ensemble un durcissement des peines ainsi que la définition de nouveaux délits<sup>8</sup>, comme l'illustrent les exemples qui suivent en ordre chronologique. Globalement, l'organisation non gouvernementale (ONG) de défense des droits humains Cristosal observe une différenciation dans les garanties procédurales applicables, en fonction des auteurs des délits et évoque un populisme punitif<sup>9</sup>.

Le Décret n° 339, adopté le 30 mars 2022, introduit la confidentialité de l'identité du juge, communément appelé « juge sans visage »<sup>10</sup>. Il supprime aussi la limitation de la durée de la détention préventive pour les prévenus accusés d'appartenir à des groupes criminels<sup>11</sup>. Le délai légal de présentation d'un prévenu devant un juge est passé de 72 heures à 15 jours lors de l'instauration du régime d'exception le 27 mars 2022<sup>12</sup>. La détention préventive de six mois au moins semble être devenue la norme<sup>13</sup>. Depuis le 26 juillet 2023, les personnes arrêtées peuvent rester en prison jusqu'à 24 mois avant que le Parquet ne les traduise en justice ou n'ordonne leur libération<sup>14</sup>.

Le Décret n° 341, adopté le 30 mars 2022, multiplie par six la peine maximale pour simple appartenance à un gang, par trois celle pour la direction d'un gang (puis par quatre avec la réforme du 26 juillet 2023<sup>15</sup>), et par cinq celle pour le soutien à un gang<sup>16</sup>. En raison de la redéfinition large du soutien à un gang, plusieurs cas d'inculpation de membres de la famille, d'avocats, de journalistes et d'activistes de la société civile ont été documentés<sup>17</sup>.

Le Décret n° 342, adopté le 30 mars 2022, permet d'emprisonner des mineurs membres de groupes criminels pour une durée jusqu'à vingt ans pour ceux âgés de seize à dix-huit ans et jusqu'à dix ans pour ceux âgés de douze à seize ans<sup>18</sup>.

Le Décret n° 343, également adopté le 30 mars 2022, alourdit de potentiellement un tiers la peine prévue pour le délit d'extorsion lorsque l'auteur appartient à un groupe criminel, soit jusqu'à trente ans de prison<sup>19</sup>.

---

<sup>7</sup> EFE via SWI, 25/07/2024, [url](#) ; Cristosal, 10/07/2024, p. 75, [url](#) ; Hernández W., directeur exécutif de l'Asociación Entre Amigos, entretien, San Salvador, 20/03/2024, [url](#) ; AI, 12/2023, p. 19, [url](#) ; Cristosal, 10/2023, pp. 3-4, [url](#)

<sup>8</sup> The Dialogue, 19/05/2025, p. 3, [url](#) ; El País, 27/03/2025, [url](#) ; Cristosal et al., 04/2024, pp. 29-36, [url](#) ; DPLF, *Las reformas penales sustantivas*, 22/08/2023, pp. 3-7, [url](#) ; DPLF et al., 10/04/2023, p. 3, [url](#)

<sup>9</sup> Cristosal, 10/2023, p. 11, [url](#) ; Cristosal, 04/2022, [url](#)

<sup>10</sup> OUDH, 12/05/2025, p. 96, [url](#) ; DPLF et al., 11/2024, pp. 23-24, [url](#) ; DPLF, *Jueces sin rostro y otras violaciones a la garantía de juez independiente e imparcial*, 22/08/2023, pp. 5-6, [url](#)

<sup>11</sup> Cristosal, 10/2023, p. 6, [url](#) ; DPLF, *La detención provisional*, 22/08/2023, p. 6, [url](#) ; Assemblée législative, *Décret N° 339*, 30/03/2022, [url](#)

<sup>12</sup> IAI, 29/03/2023, [url](#) ; AP, 13/09/2023, [url](#) ; InSight Crime, 04/08/2023, [url](#) ; Cristosal, 12/05/2023, p. 4, [url](#)

<sup>13</sup> DPLF, *La detención provisional*, 22/08/2023, p. 5, [url](#) ; ARTE, 04/02/2023, [url](#) ; El Faro, 03/02/2023, [url](#) ; HRW, Cristosal, 07/12/2022, [url](#) ; AP, 24/10/2022, [url](#) ; AP, 17/08/2022, [url](#) ; AI, 02/06/2022, [url](#)

<sup>14</sup> Euronews, 27/07/2023, [url](#)

<sup>15</sup> AP, 13/09/2023, [url](#) ; InSight Crime, 04/08/2023, [url](#) ; El País, 28/07/2023, [url](#) ; The Guardian, 27/07/2023, [url](#)

<sup>16</sup> DPLF, *Las reformas penales sustantivas*, 22/08/2023, p. 5, [url](#) ; Assemblée législative, *Décret N° 341*, 30/03/2022, [url](#)

<sup>17</sup> AJ, 27/03/2023, [url](#)

<sup>18</sup> OUDH, 12/05/2025, p. 97, [url](#) ; AP, 13/09/2023, [url](#) ; DPLF, *Las reformas penales sustantivas*, 22/08/2023, p. 6, [url](#) ; HRW, 08/04/2022, [url](#) ; Assemblée législative, *Décret N° 342*, 30/03/2022, [url](#)

<sup>19</sup> DPLF, *Las reformas penales sustantivas*, 22/08/2023, p. 6, [url](#) ; Assemblée législative, *Décret N° 343*, 30/03/2022, [url](#)

Le Décret n° 803, adopté le 26 juillet 2023, permet de soumettre à une seule procédure pénale plusieurs centaines (le nombre n'est pas limité) de personnes arrêtées au cours de l'état d'urgence et accusées d'appartenir au même groupe criminel<sup>20</sup>.

Le Décret n° 804, également adopté le 26 juillet 2023, exempte le Parquet de l'obligation de présenter des preuves individuelles contre les membres d'un gang dans le cadre d'une procédure judiciaire pénale<sup>21</sup>.

Les Décrets n° 225, n° 226 et n° 227, adoptés le 12 février 2025, réformant respectivement la Loi pénale juvénile, la Loi pénitentiaire et la Loi contre le crime organisé, aggravent sérieusement la situation des détenus, et celle des mineurs parmi eux en particulier<sup>22</sup>. Human Rights Watch (HRW) a dénombré en décembre 2023 au moins 3.319 mineurs incarcérés au cours de l'état d'urgence<sup>23</sup>.

La Loi des agents étrangers (*ley de agentes exteriores*), adoptée le 20 mai 2025, soumet les donations d'agents étrangers à des organisations (presse, ONG, etc.) au Salvador à une taxation de 30 %<sup>24</sup>. Ses détracteurs dénoncent une atteinte à la démocratie<sup>25</sup>.

#### 1.4. Évolution de l'état de droit

Depuis son entrée en fonction en juin 2019, le président Nayib Bukele a oeuvré à la concentration des pouvoirs, par le biais de la cooptation : une instance en « valide » une autre. Lui et son parti Nuevas Ideas détiennent les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Le manque d'organes de contrôle a permis la perpétuation de l'état d'urgence<sup>26</sup>. Le nombre de sièges à l'Assemblée nationale et le nombre de municipalités ont été réduits, et des réformes constitutionnelles et électorales ont davantage réduit l'espace démocratique<sup>27</sup>. La liberté de la presse est sous pression dans une société inondée par la désinformation opportunément propagée par divers canaux de communication depuis les plus hauts échelons de l'État<sup>28</sup>. Le Washington Office on Latin America (WOLA) résume en ces mots l'absence de contre-pouvoirs : « The state security forces, the prosecutor's office, and the judiciary, act without any control or counterweight, with confidentiality being the rule »<sup>29</sup>.

Dans un tel contexte, l'indépendance du système judiciaire n'a cessé de se détériorer (score de 0/4 selon le rapport de Freedom House publié en mars 2025)<sup>30</sup>. Une purge de l'appareil judiciaire en 2021

<sup>20</sup> FESPAD et al., 27/03/2025, p. 23, [url](#) ; OUDH, 12/05/2025, pp. 96-97, [url](#) ; Reuters, 28/09/2023, [url](#) ; AP, 13/09/2023, [url](#) ; El País, 28/07/2023, [url](#) ; Euronews, 27/07/2023, [url](#) ; The Guardian, 27/07/2023, [url](#) ; AJ, 26/07/2023, [url](#) ; Assemblée législative, Décret N° 803, 26/07/2023, [url](#) ; AJ, 26/07/2023, [url](#)

<sup>21</sup> The Guardian, 27/07/2023, [url](#) ; Euronews, 27/07/2023, [url](#) ; Assemblée législative, Décret N° 804, 26/07/2023, [url](#) ; El Faro, 16/02/2023, [url](#) ; HRW, 27/01/2023, [url](#) ; AP, 17/08/2022, [url](#) ; AI, 02/06/2022, [url](#) ; BBC, 04/12/2022, [url](#)

<sup>22</sup> FESPAD et al., 27/03/2025, pp. 24-25, [url](#)

<sup>23</sup> El País, 27/03/2025, [url](#)

<sup>24</sup> Assemblée législative, 21/05/2025, [url](#)

<sup>25</sup> CNN, 20/05/2025, [url](#)

<sup>26</sup> Revista Raya, 11/05/2025, [url](#) ; InSight Crime, 21/05/2025, [url](#) ; The Dialogue, 19/05/2025, p. 3, [url](#) ; DEC, 18/04/2025, [url](#) ; AI, 04/2025, p. 159, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 21, [url](#) ; The Conversation, 17/03/2025, [url](#) ; Freedom House, 03/03/2025, [url](#) ; HRW, 16/01/2025, [url](#) ; Americas Quarterly, 09/10/2024, [url](#) ; Time, 29/08/2024, [url](#) ; Cristosal, 03/2024, pp. 26-27, [url](#) ; Bertelsmann Stiftung, 2024, p. 4, [url](#) ; InSight Crime, 12/2023, pp. 5-6, p. 30, [url](#) ; AI, 08/09/2023, [url](#) ; Cristosal, 12/05/2023, p. 57, pp. 84-88, [url](#)

<sup>27</sup> Freedom House, 03/03/2025, [url](#) ; Time, 29/08/2024, [url](#)

<sup>28</sup> WOLA, 08/03/2024, [url](#)

<sup>29</sup> WOLA, 04/12/2024 [url](#)

<sup>30</sup> Freedom House, 03/03/2025, [url](#) ; HRW, 16/01/2025, [url](#) ; think-tank salvadorien, entretien, San Salvador, 18/03/2024 ; AI, 03/02/2024, [url](#) ; DPLF, 17/07/2022, pp. 23-42, [url](#) ; HCDH, 11/11/2024, p. 3, [url](#) ; DPLF, 17/07/2022, pp. 23-42, [url](#)

a débouché sur une décision émise par les nouveaux juges de la Cour suprême, autorisant le président à poser sa candidature à l'élection présidentielle de 2024 (contrevenant à plusieurs articles de la Constitution)<sup>31</sup>. Freedom House décrit un système judiciaire entravé par la corruption. Des mandataires élus ne respectent pas toujours les décisions judiciaires et des individus puissants peuvent éluder la justice en exerçant des pressions sur l'appareil judiciaire. Les cours pénales ont largement manqué d'indépendance et des juges rebelles ont été démis de leurs fonctions<sup>32</sup>.

Le manque de procédure régulière depuis l'état d'urgence est décrit par de nombreuses sources dont Cristosal pour qui « the judicial system has nullified due process rights de facto »<sup>33</sup>. Par exemple, en trois ans d'état d'urgence, plus de 7.000 requêtes en *habeas corpus* ont été introduites auprès de la Cour suprême. Cette procédure, qui est conçue comme une garantie pour protéger certains droits et libertés, est suspendue de fait. Les requêtes ont été rejetées avec une quasi systématique et les gains de cause ont été rares, ce qui signifie une ineffectivité des recours<sup>34</sup>.

De réponse ponctuelle à une crise sécuritaire, l'état d'urgence s'est transformé, d'après les sources, en une mesure permanente qui donne lieu à des violations des droits humains à large échelle<sup>35</sup>. L'état d'urgence confère un vernis de légalité à la suspension de droits et garanties<sup>36</sup>. Des médias, des organisations internationales et des membres de la société civile rencontrés en mars 2024 à San Salvador affirment que l'état d'urgence est instrumentalisé afin de faire taire les voix contestataires<sup>37</sup>, ce que le WOLA exprime en ces termes : « [the] state of exception [...] has become an authoritarian instrument to repress, persecute, and silence critical and dissident voices »<sup>38</sup>.

Des instances telles que la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) ont appelé à lever l'état d'urgence<sup>39</sup>.

## 2. Évolution de la sécurité

L'instauration de l'état d'urgence et la suspension consécutive de certains droits ont facilité l'arrestation de dizaines de milliers de présumés membres de gangs et collaborateurs (voir partie [4.1.](#)) sans mandat ainsi que l'intervention de l'armée dans les zones historiquement à forte concentration

<sup>31</sup> El País, 22/05/2025, [url](#) ; InSight Crime, 21/05/2025, [url](#) ; Freedom House, 03/03/2025, [url](#) ; Time, 29/08/2024, [url](#) ; Boerman T., Montgomery T., 08/2024, p. 10, [url](#) ; Cristosal, 03/2024, pp. 26-27, [url](#) ; OUDH, 12/05/2025, pp. 94-95, [url](#)

<sup>32</sup> Freedom House, 03/03/2025, [url](#)

<sup>33</sup> El Salvador.com, 23/05/2025, [url](#) ; OUDH, 12/05/2025, p. 96, [url](#) ; Americas Quarterly, 09/10/2024, [url](#) ; Cristosal, 10/07/2024, [url](#) ; AI, 03/02/2024, [url](#) ; InSight Crime, 12/2023, pp. 5-6, [url](#) ; Americas Quarterly, 21/03/2023, [url](#) ; El País, 17/03/2023, [url](#) ; HRW, Cristosal, 07/12/2022, p. 45, p. 85, [url](#) ; Cristosal, 04/2022, [url](#)

<sup>34</sup> El País, 22/05/2025, [url](#) ; The Dialogue, 19/05/2025, p. 3, [url](#) ; OUDH, 12/05/2025, pp. 99-107, [url](#) ; AI, 04/2025, p. 159, [url](#) ; Freedom House, 03/03/2025, [url](#) ; DPLF, 08/2024, p. 20, p. 24, [url](#)

<sup>35</sup> EFE via Prensa Libre, 02/05/2025, [url](#) ; AI, 27/02/2025, [url](#) ; AI, 20/12/2024, [url](#) ; Time, 29/08/2024, [url](#)

<sup>36</sup> AI, 12/2023, p. 5, [url](#)

<sup>37</sup> WOLA, 27/03/2025, [url](#) ; Revista Factum, 29/09/2024, [url](#) ; FESPAD, entretien, San Salvador, 20/03/2024 ; Santos G., directrice exécutive de l'IDHUCA, entretien, San Salvador, 18/03/2024 ; think-tank salvadorien, entretien, San Salvador, 18/03/2024 ; SSPAS, entretien, San Salvador, 13/03/2024 ; Reyes M., fondateur du MTP, entretien, San Salvador, 12/03/2024 ; Ramírez S., fondateur et coordinateur du MOVIR, entretien, San Salvador, 11/03/2024 ; The Economist, 05/02/2024, [url](#) ; AI, 03/02/2024, [url](#) ; Consejo Nacional de Humanidades, Ciencias y Tecnologías, Mexico (Wolf S.), 02/2024, p. 295, p. 315, [url](#) ; PSC, 2024, pp. 19-20, p. 78, [url](#) ; AI, 12/2023, pp. 36-38, [url](#) ; HRW, 08/04/2022, [url](#) ; HRW, 29/03/2022, [url](#)

<sup>38</sup> WOLA, 27/03/2025, [url](#)

<sup>39</sup> FESPAD et al., 27/03/2025, p. 21, [url](#) ; IACHR, 28/06/2024, pp. 560-569, [url](#) ; HCDH, 11/11/2024, p. 2, [url](#) ; IACHR, 28/06/2024, pp. 312-313, [url](#) ; AI, 12/2023, p. 18, [url](#)

de gangs<sup>40</sup>. Ces arrestations massives ont porté un coup dur à la structure et aux sources de financement des gangs<sup>41</sup>.

## 2.1. Démantèlement des gangs

De nombreuses sources relèvent que les gangs sont démantelés<sup>42</sup>, désarticulés<sup>43</sup>, neutralisés<sup>44</sup>, défaits<sup>45</sup>, sont devenus non visibles dans les quartiers autrefois dominés par eux<sup>46</sup>. Il ne reste d'eux que leurs cendres, d'après Luis Enrique Amaya, un chercheur salvadorien qui étudie les gangs, s'exprimant dans un article publié par la BBC<sup>47</sup>. Dans le même article, Verónica Reyna, directrice de l'ONG Servicio Social Pasionista (SSPAS), témoigne d'une apparente tranquillité dans les communautés environnantes, marquée par une présence policière et militaire et celle résiduelle de quelques membres de gangs désormais dépourvus de pouvoir<sup>48</sup>.

D'autres sources nuancent ce tableau en affirmant que bien que les gangs soient affaiblis, ils ne sont ni vaincus<sup>49</sup>, ni finis<sup>50</sup>, ni brisés<sup>51</sup>, ni désarticulés<sup>52</sup>, et n'ont pas disparu, comme l'ont souligné plusieurs interlocuteurs de la société civile, parmi lesquels un ancien membre de gang, rencontrés au cours de la mission de collecte d'informations en mars 2024<sup>53</sup>. Le WOLA explique ainsi dans un article daté du 27 mars 2025 que : « these structures continue to operate in other countries. [...] To be clear, gangs have not entirely disappeared in El Salvador, although their leadership is in exile and street-level actors have greatly diminished »<sup>54</sup>.

Il subsiste en effet des cellules et des membres de gangs<sup>55</sup>, des *chequeos* (jeunes en période d'essai pour intégrer le gang) et des *paros* (des collaborateurs)<sup>56</sup>. D'après les services de renseignement de la police, le gang Mara Salvatrucha (MS13), par exemple, dispose toujours de 230 bandes (*clicas*) dites actives, regroupées en 32 groupements (*programas*) et survit grâce au petit trafic de drogue et à l'extorsion<sup>57</sup>. Les sources se contredisent quant à la poursuite éventuelle des activités criminelles. InSight Crime, un média spécialisé dans le crime organisé dans les Amériques, explique dans un rapport publié en décembre 2023 que les membres de gangs résiduels sont trop peu nombreux pour

<sup>40</sup> EFE via SWI, 26/03/2025, [url](#) ; InSight Crime, 01/10/2024, [url](#)

<sup>41</sup> InSight Crime, 12/2023, pp. 16-17, [url](#)

<sup>42</sup> ARTE, 02/05/2025, [url](#) ; ex-membre de gang repent et actif dans la reconversion au christianisme et la réintégration professionnelle d'anciens membres de gang, entretien, San Salvador, 12/03/2024

<sup>43</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#) ; HCR, entretien, San Salvador, 08/03/2024 ; InSight Crime, 22/09/2023, [url](#) ; BBC, 27/03/2023, [url](#) ; AJ, 07/08/2023, [url](#) ; MO\*, 08/04/2023, [url](#) ; USIP, 10/05/2023, [url](#) ; Factum, 27/03/2023, [url](#)

<sup>44</sup> InSight Crime, 12/2023, pp. 5-6, [url](#)

<sup>45</sup> InSight Crime, 21/05/2025, [url](#)

<sup>46</sup> InSight Crime, 12/2023, p. 5, [url](#) ; InSight Crime, 22/09/2023, [url](#) ; BBC, 27/03/2023, [url](#) ; AJ, 07/08/2023, [url](#) ; MO\*, 08/04/2023, [url](#) ; USIP, 10/05/2023, [url](#) ; Factum, 27/03/2023, [url](#)

<sup>47</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#)

<sup>48</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#)

<sup>49</sup> InSight Crime, 12/2023, pp. 5-6, [url](#)

<sup>50</sup> InSight Crime, 12/2023, p. 34, [url](#)

<sup>51</sup> ReVista, 21/02/2024, [url](#)

<sup>52</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#) ; WOLA, 27/03/2025, [url](#)

<sup>53</sup> WOLA, 27/03/2025, [url](#) ; Zepeda I., avocate pour l'ASDEHU, entretien, San Salvador, 19/03/2024 ; Santos G., directrice exécutive de l'IDHUCA, entretien, San Salvador, 18/03/2024 ; ex-membre de gang repent et actif dans la reconversion au christianisme et la réintégration professionnelle d'anciens membres de gang, entretien, San Salvador, 12/03/2024 ; HCR, entretien, San Salvador, 08/03/2024

<sup>54</sup> WOLA, 27/03/2025, [url](#)

<sup>55</sup> HCR, entretien, San Salvador, 08/03/2024

<sup>56</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#)

<sup>57</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#)

poursuivre les opérations<sup>58</sup>. Il ressort d'un article de presse et d'un rapport publié en août 2024 et co-écrit par Thomas Boerman, chercheur expert sur le Salvador, qu'au contraire, leurs activités se poursuivent en de nombreux endroits, de manière plus clandestine<sup>59</sup>.

Au cours d'un entretien pour le WOLA en mars 2024, Douglas Farah, expert sur le Salvador, explique que la MS13 n'a pas remis ses armes. Cela lui fait penser qu'il n'y a pas eu de capitulation, mais une négociation. D'après lui, les gangs se sont rapprochés du cercle restreint des proches du président, et sont représentés dans la police, dans l'armée et à l'Assemblée législative. Des membres de gangs en liberté résident dans des « zones vertes » où ils sont tolérés tant qu'ils ne se montrent pas violents. Les résidus de la MS13 puisent leurs revenus dans le transport de cocaïne pour des cartels colombiens et mexicains et dans les programmes sociaux d'aide émanant du gouvernement<sup>60</sup>.

Dans le vide laissé par l'affaiblissement des gangs, des signaux indiquent que les activités délictueuses ont été rapidement reprises par les forces de l'ordre et les cartels mexicains, d'après des témoignages de Salvadoriens sur le terrain auprès du média The Conversation et des défenseurs des droits humains que le Cedoca a rencontrés en mars 2024<sup>61</sup>.

## 2.2. Effets sur la vie quotidienne

Les Salvadoriens se sentent davantage en sécurité, comme l'indiquent leurs réponses au sondage annuel de l'Instituto Universitario de Opinión Pública (IUDOP). Interrogés sur leur sentiment de sécurité, 9,8 % des Salvadoriens ont répondu en janvier 2025 se sentir en insécurité là où ils vivent, contre 44,4 % en 2018<sup>62</sup>. Ce sentiment de délivrance a contribué à la réélection de Nayib Bukele à la présidence du pays en février 2024, avec près de 85 % des voix<sup>63</sup>.

Cette perception concorde avec une nette amélioration de la sécurité<sup>64</sup>. La diminution de l'activité criminelle ne s'est pas opérée du jour au lendemain après le 27 mars 2022. Ce n'est pas avant 2023, voire 2024, qu'une chute brutale de l'activité criminelle est devenue évidente, « hitting a record low »<sup>65</sup>. Se démarquant de sa réputation de pays ultra violent, « El Salvador now markets itself as the 'land of surf, volcanoes, and coffee,' hosts international events like the Miss Universe pageant, and draws tourists and cryptocurrency enthusiasts to coastal enclaves like 'Bitcoin Beach' »<sup>66</sup>.

Devant ce gain tangible, les Salvadoriens semblent enclins à échanger leurs droits contre de la sécurité, constate Juan Meléndez, responsable pour le Salvador auprès du think-tank Netherlands Institute for Multiparty Democracy in El Salvador s'exprimant auprès du Los Angeles Times<sup>67</sup>. Une

<sup>58</sup> InSight Crime, 12/2023, p. 5, p. 13, [url](#)

<sup>59</sup> La Prensa Gráfica, 12/02/2025, [url](#) ; Boerman T., Montgomery T., 08/2024, p. 6, [url](#)

<sup>60</sup> WOLA, 08/03/2024, [url](#)

<sup>61</sup> The Conversation, 17/03/2025, [url](#) ; Rodríguez B., directrice exécutive de COMCAVIS-TRANS, entretien, San Salvador, 20/03/2024 ; Linares M., directrice exécutive d'ARCOIRIS TRANS-ASPIDH, entretien, San Salvador, 20/03/2024 ; directeur exécutif d'une association de défense des droits humains, entretien, San Salvador, 14/03/2024 ; DPLF, entretien, San Salvador, 14/03/2024 ; Reyes M., fondateur du MTP, entretien, San Salvador, 12/03/2024 ; Ramírez S., fondateur et coordinateur du MOVIR, entretien, San Salvador, 11/03/2024

<sup>62</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#) ; Zepeda I., avocate pour l'ASDEHU, entretien, San Salvador, 19/03/2024

<sup>63</sup> WOLA, 08/03/2024, [url](#) ; Freedom House, 03/03/2025, [url](#) ; Small Wars Journal, 11/02/2025, [url](#)

<sup>64</sup> Los Angeles Times, 18/05/2025, [url](#) ; Revista Raya, 11/05/2025, [url](#) ; ARTE, 02/05/2025, [url](#) ; New York Times, 01/05/2025, [url](#) ; Small Wars Journal, 11/02/2025, [url](#) ; HRW, 16/01/2025, [url](#) ; FT, 13/01/2025, [url](#) ; Americas Quarterly, 09/10/2024, [url](#) ; Zepeda I., avocate pour l'ASDEHU, entretien, San Salvador, 19/03/2024 ; Colocho G., membre de la MDDD, entretien, San Salvador, 15/03/2024 ; Bertelsmann Stiftung, 2024, p. 14, [url](#) ; InSight Crime, 22/09/2023, [url](#) ; Los Angeles Times, 19/04/2023, [url](#) ; El Faro, 03/02/2023, [url](#)

<sup>65</sup> The Dialogue, 19/05/2025, p. 5, [url](#)

<sup>66</sup> Time, 29/08/2024, [url](#)

<sup>67</sup> Los Angeles Times, 18/05/2025, [url](#)

majorité d'entre eux, qu'ils soient riches, issus de la classe moyenne ou pauvres, acceptent les conséquences de la politique autoritaire, même si certaines voix critiques persistent, notamment parmi les familles des personnes détenues arbitrairement, les défenseurs des droits humains et de nombreux membres de partis d'opposition, qui rejettent fermement cette politique<sup>68</sup>.

Sur le plan économique toutefois, l'écart entre riches et pauvres tend à s'accroître. Les investissements immobiliers s'accompagnent d'une hausse des loyers. Le tourisme pousse à la privatisation de la zone côtière et engendre une gentrification de certains quartiers<sup>69</sup>.

### 3. Effets de l'état d'urgence sur la criminalité

#### 3.1. Absence de données fiables

Les restrictions au droit d'accès à l'information publique au Salvador se sont accentuées au cours du régime d'exception et s'inscrivent dans une politique délibérée<sup>70</sup>. Par exemple, dans un contexte où les comptes des instances étatiques sur le réseau social X semblent être devenus les principales sources d'informations officielles<sup>71</sup>, l'accès à ces comptes a été bloqué pour près de 5.000 profils de citoyens<sup>72</sup>.

Ce manque d'accès à l'information publique empêche toute forme d'évaluation des politiques publiques<sup>73</sup>.

Freedom House résume dans son rapport de mars 2025 : « Government plans and expenditures are not publicly accessible, nor is basic information about the ongoing state of emergency, including the number of incarcerated persons »<sup>74</sup>.

#### 3.2. Liberté de mouvement

L'État a repris le contrôle territorial de nombreux quartiers anciennement régis par les gangs. L'éradication des frontières dites invisibles délimitant les territoires sous l'emprise des gangs a permis de rétablir la libre circulation des personnes, des biens et des services<sup>75</sup>. Lorsqu'il est interpellé par rapport au taux d'incarcération élevé au Salvador, le président rétorque : « I like to say that we

<sup>68</sup> Small Wars Journal, 11/02/2025, [url](#)

<sup>69</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#) ; Revista Raya, 11/05/2025, [url](#) ; ARTE, 02/05/2025, [url](#)

<sup>70</sup> DPLF, entretien, San Salvador, 14/03/2024

<sup>71</sup> El Salvador.com, 23/05/2025, [url](#) ; Robert F. Kennedy Human Rights et al., 12/2024, p. 17, [url](#)

<sup>72</sup> La Prensa Gráfica, 16/09/2024, [url](#)

<sup>73</sup> AI, 04/2025, p. 160, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, pp. 19-20, p. 35, [url](#) ; HRW, 16/01/2025, [url](#) ; Cristosal, 10/07/2024, [url](#) ; PSC, 2024, p. 24, [url](#) ; HCDH, p.4, 11/11/2024, [url](#) ; Boerman T., Montgomery T., 08/2024, p. 8, [url](#) ; WOLA, 08/03/2024, [url](#) ; OUDH, 12/05/2025, pp. 130-139, [url](#) ; Cristosal, 01/2024, [url](#) ; AI, 12/2023, pp. 59-64, [url](#) ; CIDH, 06/12/2023, p. 181, p. 186, [url](#) ; PROLEDI de la Universidad de Costa Rica, 11/2023, pp. 22-23, [url](#) ; Cristosal, 12/05/2023, p. 20, [url](#)

<sup>74</sup> Freedom House, 03/03/2025, [url](#)

<sup>75</sup> Revista Raya, 11/05/2025, [url](#) ; Banco Mundial, 28/04/2025, p. 75, [url](#) ; Rodríguez B., directrice exécutive de COMCAVIS-TRANS, entretien, San Salvador, 20/03/2024 ; Cristosal, 18/10/2023, p. 3, [url](#) ; InSight Crime, 04/08/2023, [url](#) ; The New York Times, 09/04/2023, [url](#) ; AP, 22/03/2023, [url](#) ; El Faro, 06/03/2023, [url](#) ; RFI, 12/02/2023, [url](#) ; InSight Crime, 09/02/2023, [url](#) ; ARTE, 04/02/2023, [url](#) ; El Faro, 03/02/2023, [url](#)

actually liberated millions »<sup>76</sup>. Les Salvadoriens peuvent en effet paisiblement se déplacer, y compris à la nuit tombée, dans des quartiers autrefois dominés par des gangs ennemis<sup>77</sup>.

Toutefois, la liberté de mouvement est quelque peu restreinte par la peur des razzias policières qui s'est répandue dans les communautés à bas revenus du pays. Les habitants (surtout des jeunes) y vivent dans un état de terreur permanent et redoutent une arrestation lors d'un déplacement (voir partie 4.1.5.). De ce fait, certains se déplacent à l'intérieur du pays, d'autres prennent le chemin de l'exil (voir partie 3.7.)<sup>78</sup>.

### 3.3. Homicides

Le taux d'homicides a significativement baissé<sup>79</sup>. Il est désormais inférieur à celui de la plupart des pays d'Amérique latine — voire tous —, et ne dépasse plus celui des États-Unis<sup>80</sup>.

Cette baisse a commencé en 2015, mais s'est encore plus marquée depuis l'avènement de Nayib Bukele à la présidence<sup>81</sup>. Selon des chiffres officiels, le taux d'homicides de 106/100.000 habitants en 2015 est tombé à 18/100.000 en 2021, à 7,8/100.000 en 2022<sup>82</sup>, 2,4/100.000 en 2023<sup>83</sup> et enfin à 1,9/100.000 en 2024<sup>84</sup>.

Pour rappel, des sources émettent des réserves par rapport à la fiabilité des chiffres officiels. Elles font état d'un manque de transparence, d'un changement de méthodologie et de manipulation<sup>85</sup>.

### 3.4. Extorsion

Les autorités ont significativement réduit la capacité des gangs à procéder à de l'extorsion (autrefois leur revenu principal<sup>86</sup>), en limitant la présence et le contrôle territorial de ces gangs<sup>87</sup>.

---

<sup>76</sup> New York Times, 01/05/2025, [url](#)

<sup>77</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#); El Grand Continent, 03/05/2025, [url](#); ARTE, 02/05/2025, [url](#); New York Times, 01/05/2025, [url](#); AP, 27/03/2025, [url](#); FT, 13/01/2025, [url](#); Americas Quarterly, 09/10/2024, [url](#); WOLA, 08/03/2024, [url](#); Bertelsmann Stiftung, 2024, p. 6, [url](#)

<sup>78</sup> Freedom House, 03/03/2025, [url](#); El Faro, 22/03/2023, [url](#); TeleSur, 12/02/2023, [url](#); RFI, 12/02/2023, [url](#); InSight Crime, 15/06/2022, [url](#); The New York Times, 28/04/2022, [url](#)

<sup>79</sup> ARTE, 02/05/2025, [url](#); HRW, 16/01/2025, [url](#); HCDH, 11/11/2024, p. 3, [url](#); Americas Quarterly, 09/10/2024, [url](#); IACHR, 28/06/2024, pp. 560-569, [url](#); Bertelsmann Stiftung, 2024, p. 6, [url](#)

<sup>80</sup> Small Wars Journal, 11/02/2025, [url](#)

<sup>81</sup> HRW, 16/01/2025, [url](#); Infobae, 13/04/2023, [url](#); The New York Times, 09/04/2023, [url](#); Americas Quarterly, 21/03/2023, [url](#)

<sup>82</sup> AP, 27/03/2025, [url](#); AJ, 07/08/2023, [url](#); The Economist, 20/07/2023, [url](#); Infobae, 13/04/2023, [url](#); MO\*, 08/04/2023, [url](#); Americas Quarterly, 21/03/2023, [url](#); Libre Mercado, 09/03/2023, [url](#); Presidencia de la República de El Salvador, 05/01/2023, [url](#)

<sup>83</sup> PNC, 03/01/2024, [url](#)

<sup>84</sup> AP, 02/01/2025, [url](#)

<sup>85</sup> WOLA, 27/03/2025, [url](#); FESPAD et al., 27/03/2025, pp. 15-17, p. 18, [url](#); The Conversation, 17/03/2025, [url](#); Latin America Reports, 10/10/2024, [url](#); WOLA, 08/03/2024, [url](#)

<sup>86</sup> Revista Raya, 11/05/2025, [url](#); ARTE, 02/05/2025, [url](#); InSight Crime, 21/05/2025, [url](#); InSight Crime, 03/04/2025, [url](#); HRW, 16/01/2025, [url](#); Americas Quarterly, 09/10/2024, [url](#); InSight Crime, 12/2023, pp. 5-6, [url](#); El Faro, 03/02/2023, [url](#)

<sup>87</sup> ReVista, 21/02/2024, [url](#)

D'après des chiffres officiels, le nombre de plaintes a baissé de 43 % en 2023 et de près de 50 % en 2024<sup>88</sup>. Le nombre de dénonciations d'extorsion ne reflète pas le nombre de cas d'extorsion, mais il reste cependant un indice<sup>89</sup>.

S'il subsiste des faits d'extorsion dans divers départements et dans la capitale<sup>90</sup>, régulièrement les sources rapportent des arrestations et des condamnations y relatives<sup>91</sup>. Depuis le régime d'exception, n'importe qui peut faire arrêter un membre de gang moyennant un appel téléphonique anonyme à la police<sup>92</sup>.

Toutefois, cette ligne est parfois utilisée à mauvais escient. Si une femme refuse les avances d'un membre de gang toujours présent dans le quartier, il peut menacer de la dénoncer comme membre ou collaboratrice de gang via la ligne anonyme afin de la faire arrêter. C'est ce qu'a répondu un activiste des droits humains interrogé sur l'éventuelle activité criminelle subsistante des gangs le 14 mars 2024, au cours de la mission de collecte d'informations au Salvador<sup>93</sup>. Cette source a souhaité rester anonyme pour des raisons de sécurité.

Les auteurs d'extorsion se diversifient et comprennent désormais des membres résiduels de gangs<sup>94</sup>, mais aussi des policiers<sup>95</sup>, des acteurs appartenant au crime organisé transnational<sup>96</sup> ou des individus agissant en leur compte propre<sup>97</sup>.

### 3.5. Violences basées sur le genre ou l'orientation sexuelle

En juillet 2024, une étude de Cristosal révèle que les catégories de personnes les plus affectées par l'état d'urgence sont les femmes et les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT)<sup>98</sup>.

Il est difficile d'accéder à des données fiables sur la violence basée sur le genre au Salvador<sup>99</sup>.

D'après des sources officielles, le nombre de plaintes contre des violences basées sur le genre (féminicides, violences sexuelles, physiques, psychologiques et financières) a augmenté de 15 % entre juin 2023 et mai 2024 en comparaison avec l'année précédente<sup>100</sup>.

<sup>88</sup> FGR, 06/01/2025, [url](#) ; Diario El Salvador, 11/01/2025, [url](#)

<sup>89</sup> InSight Crime, 12/2023, pp. 39-42, [url](#)

<sup>90</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#) ; El Salvador.com, 03/05/2025, [url](#) ; El Salvador.com, 12/01/2025, [url](#) ; El Salvador.com, 25/04/2025, [url](#) ; Bertelsmann Stiftung, 2024, p. 6, [url](#)

<sup>91</sup> Diario El Salvador, 16/05/2025, [url](#) ; La Página, 13/05/2025, [url](#) ; Cronio, 12/05/2025, [url](#) ; El Salvador.com, 03/05/2025, [url](#) ; Diario La Huella, 30/04/2025, [url](#) ; El Salvador.com, 25/04/2025, [url](#) ; La Noticia.sv, 29/01/2025, [url](#) ; El Salvador.com, 12/01/2025, [url](#)

<sup>92</sup> The Economist, 20/07/2023, [url](#)

<sup>93</sup> Directeur exécutif d'une association de défense des droits humains, entretien, San Salvador, 14/03/2024

<sup>94</sup> El Salvador.com, 12/01/2025, [url](#) ; Rodríguez B., directrice exécutive de COMCAVIS-TRANS, entretien, San Salvador, 20/03/2024 ; InSight Crime, 12/2023, pp. 39-42, [url](#)

<sup>95</sup> El Salvador.com, 30/04/2025, [url](#) ; GI-TOC, 07/2024, p. 2, pp. 6-8, [url](#) ; Linares M., directrice exécutive d'ARCOIRIS TRANS-ASPIDH, entretien, San Salvador, 20/03/2024 ; Ramírez S., fondateur et coordinateur du MOVIR, entretien, San Salvador, 11/03/2024 ; Havana Times, 24/11/2023, [url](#) ; DW, 13/08/2023, [url](#) ; La Prensa Gráfica, 10/08/2023, [url](#)

<sup>96</sup> FGR, 24/03/2025, [url](#)

<sup>97</sup> InSight Crime, 12/2023, pp. 39-42, [url](#)

<sup>98</sup> Cristosal, 10/07/2024, [url](#)

<sup>99</sup> OUDH, 12/05/2025, p. 87, [url](#) ; IACHR, 28/06/2024, pp. 560-569, [url](#) ; Carnegie Endowment for International Peace, 04/05/2023, [url](#)

<sup>100</sup> IACHR, 28/06/2024, pp. 560-569, [url](#) ; HCDH, 11/11/2024, p. 8, [url](#)

Dans le cadre de l'état d'urgence, des femmes font l'objet de harcèlement et d'extorsion à caractère sexuel de la part de membres des forces de l'ordre. Par ailleurs, des femmes journalistes et activistes des droits humains se font menacer et agresser tant dans l'espace public que sur les réseaux sociaux, et parfois se font incarcérer<sup>101</sup>. L'Observatoire sur la violence contre les femmes précise que sur un total de 40 cas de violences sexuelles survenus en 2024, 5 ont été commis par des agents de l'État<sup>102</sup>.

Les membres de la communauté LGBT appartiennent, au même titre que les femmes, aux catégories de la population les plus affectées par l'état d'urgence, selon l'étude de Cristosal mentionnée *supra*<sup>103</sup>. Au cours de la mission de collecte d'informations effectuée au Salvador en mars 2024, le Cedoca a interrogé Bianka Rodríguez, directrice exécutive de l'Asociación Comunicando y Capacitando a Mujeres Trans (COMCAVIS-TRANS), une association de défense des droits des personnes LGBT, sur les activités résiduelles des gangs. Elle a expliqué que des membres de gangs restaient présents dans certains quartiers et y exerçaient une forme de contrainte, d'extorsion, envers les personnes LGBT, en citant l'exemple d'une femme trans remontant à 2022. Celle-ci avait porté plainte suite à des menaces de la part d'un membre de gang et la police avait rétorqué qu'il était préférable qu'elle ne porte pas plainte, car elle risquait de se faire arrêter et détenir dans une prison réservée aux hommes. En 2023, l'association continuait à recevoir de tels cas<sup>104</sup>.

Des 147 plaintes reçues par les associations entre octobre 2023 et août 2024, 74 % concernent des crimes de haine et de la stigmatisation, 18 % des menaces contre l'intégrité physique et la vie et 3 % des abus et du harcèlement policiers. Les agresseurs identifiés sont pour 53 % des membres des forces de sécurité publique et privée, 29 % des membres de gangs et 8 % des membres de la famille<sup>105</sup>. Des policiers et des militaires ont utilisé le régime d'exception comme instrument d'intimidation envers des personnes LGBT en raison de leur orientation ou identité sexuelles. Ces dernières ont parfois fait l'objet de détentions arbitraires, d'agressions, de menaces et d'intimidations sans mécanismes de protection, dans un climat d'impunité<sup>106</sup>. Les détenues lesbiennes sont plus fréquemment soumises à des châtiments corporels et au confinement en cellule d'isolement que d'autres détenues<sup>107</sup>.

En février 2024, le ministre de la Santé a ordonné l'élimination de toute référence à la diversité sexuelle et aux personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) dans ses publications. Le ministre de l'Éducation a suivi en ordonnant la suppression de toute référence à l'idéologie du genre dans les siennes<sup>108</sup>.

<sup>101</sup> InSight Crime, 21/05/2025, [url](#) ; OUDH, 12/05/2025, pp. 87-94, [url](#) ; Revista Raya, 11/05/2025, [url](#) ; Cristosal, 10/07/2024, [url](#) ; GI-TOC, 07/2024, pp. 11-12, [url](#) ; IACHR, 28/06/2024, pp. 560-569, [url](#) ; directeur exécutif d'une association de défense des droits humains, entretien, San Salvador, 14/03/2024 ; DPLF, entretien, San Salvador, 14/03/2024 ; Reyes M., fondateur du MTP, entretien, San Salvador, 12/03/2024 ; Ramírez S., fondateur et coordinateur du MOVIR, entretien, San Salvador, 11/03/2024 ; Cristosal, 12/05/2023, pp. 46-49, [url](#) ; Carnegie Endowment for International Peace, 04/05/2023, [url](#)

<sup>102</sup> OUDH, 12/05/2025, pp. 91-92, [url](#)

<sup>103</sup> Cristosal, 10/07/2024, [url](#)

<sup>104</sup> Rodríguez B., directrice exécutive de COMCAVIS-TRANS, entretien, San Salvador, 20/03/2024

<sup>105</sup> Nuestra Mirada, 02/2025, [url](#)

<sup>106</sup> OUDH, 12/05/2025, p. 80, [url](#) ; Cristosal et al., 04/2024, pp. 20-21, [url](#) ; La Prensa Gráfica, 28/06/2023, [url](#) ; Cristosal, 12/05/2023, p. 52, [url](#) ; IPS, 21/11/2022, [url](#)

<sup>107</sup> Cristosal, 12/05/2023, pp. 46-49, [url](#)

<sup>108</sup> HRW, 16/01/2025, [url](#)

### 3.6. Recrutement forcé

Comme expliqué *supra*, l'état d'urgence a porté un coup dur aux gangs, affectant significativement leurs opérations, dont le recrutement<sup>109</sup>.

Le gouvernement a allégué en mars 2025 que les gangs continuaient à recruter en milieu scolaire pour, d'après un article de CNN, justifier une prolongation de l'état d'urgence<sup>110</sup>. Au cours de la mise à jour de la présente recherche, le Cedoca n'a trouvé qu'une seule source non gouvernementale qui corrobore la poursuite du recrutement (à moindre échelle) après l'instauration de l'état d'urgence, à savoir un rapport d'InSight Crime daté de décembre 2023<sup>111</sup>.

### 3.7. Déplacement forcé et exil

La Commission interaméricaine des droits humains rapporte en juin 2024 que, selon l'Internal Displacement Monitoring Center (IDMC), la collecte de données demeure un défi majeur<sup>112</sup>. En moyenne, près de 28 dénonciations de déplacement forcé sont déposées par mois auprès d'ONG de défense des droits humains, entre avril 2022 et avril 2024<sup>113</sup>. Le procureur général de la République (*Procuraduría General de la República*, PGR) fait état de 175 personnes en situation de déplacement forcé pour toute l'année 2024<sup>114</sup>. L'État salvadorien, quant à lui, rapporte 66.000 mouvements en 2024. Des données issues d'un sondage révèlent que fin 2023, environ 49.000 Salvadoriens vivaient en déplacement en raison d'un conflit et de violence<sup>115</sup>. Le HCR avance le chiffre de 71.500 déplacés internes à mi-2024<sup>116</sup>.

Depuis l'entrée en vigueur du régime d'urgence en mars 2022, Cristosal a recensé 606 cas de déplacement forcé affectant plus de 2.400 personnes. Dans au moins 28 % des cas (concernant 684 personnes), les personnes fuyaient des abus de la part de policiers ou de militaires<sup>117</sup>. Les facteurs déclencheurs comprennent, selon le PGR, essentiellement des violences basées sur le genre<sup>118</sup>. L'IDHUCA évoque également du harcèlement envers des journalistes, du harcèlement policier et de gangs, des menaces, de la violence domestique et la détention arbitraire d'un membre de la famille au cours du régime d'exception<sup>119</sup>. D'après Cristosal, la police est l'institution étatique la plus dénoncée en matière de déplacement forcé en raison de son large pouvoir discrétionnaire et de l'absence de contrôle qui caractérisent le régime d'exception<sup>120</sup>. Cela confirme la tendance observée en 2023 d'une diminution des déplacements imputables aux gangs et d'une augmentation de ceux provoqués par les forces de l'ordre<sup>121</sup>.

<sup>109</sup> InSight Crime, 21/05/2025, [url](#) ; AP, 27/03/2025, [url](#) ; InSight Crime, 12/2023, p. 6, [url](#) ; CSIS, 08/06/2023, [url](#)

<sup>110</sup> CNN, 04/03/2025, [url](#)

<sup>111</sup> InSight Crime, 12/2023, pp. 39-42, [url](#)

<sup>112</sup> IACHR, 28/06/2024, p. 568, [url](#)

<sup>113</sup> Cristosal et al., 04/2024, pp. 87-89, [url](#)

<sup>114</sup> OUDH, 12/05/2025, p. 81, [url](#)

<sup>115</sup> IACHR, 28/06/2024, pp. 560-569, [url](#)

<sup>116</sup> HCR, 12/2024, p. 1, [url](#)

<sup>117</sup> Alharaca, 05/05/2025, [url](#) ; think-tank salvadorien, entretien, San Salvador, 18/03/2024

<sup>118</sup> OUDH, 12/05/2025, pp. 81-82, [url](#)

<sup>119</sup> OUDH, 12/05/2025, p. 86, [url](#)

<sup>120</sup> Cristosal et al., 04/2024, pp. 87-89, [url](#)

<sup>121</sup> Santos G., directrice exécutive de l'IDHUCA, entretien, San Salvador, 18/03/2024 ; Colocho G., membre de la MDDD, entretien, San Salvador, 15/03/2024 ; La Prensa Gráfica, 20/03/2023, [url](#)

D'après l'ONG COMCAVIS-TRANS, les personnes se déplacent généralement à plusieurs reprises et parfois poursuivent à l'étranger leur tentative de se mettre en sécurité<sup>122</sup>.

Les mécanismes prévus par La loi de 2020 pour la protection des personnes déplacées (*ley para la protección para las personas desplazadas*) ne sont pas mis en œuvre et aucun suivi officiel n'est disponible. En parallèle, la société civile, à travers la *Mesa para el desplazamiento forzado*, tient un registre indépendant des personnes déplacées<sup>123</sup>. Depuis 2022 environ, le bureau du PGR dispose d'une unité consacrée aux profils vulnérables. Celle-ci œuvre de concert avec Cristosal à l'assistance de personnes déplacées : assistance juridique, soutien psychologique, cours aux enfants déscolarisés temporairement et ce, à San Salvador et à San Miguel<sup>124</sup>.

### 3.8. Différences régionales

De nombreux membres de gangs sont en prison ou se cachent<sup>125</sup>. Au 30 avril 2025, les services de renseignements de la police estiment que 4.682 *homeboys* de la MS13 (des membres accomplis) restent en liberté. Selon le ministre de la Justice, Gustavo Villatoro, parmi ce nombre, environ 40 % se cachent au Salvador et 60 % sont à l'étranger<sup>126</sup>.

Certains se terrent à l'intérieur du pays, privilégiant les zones rurales isolées<sup>127</sup>. Par exemple, selon la police, en mai 2025, la plupart des cellules encore actives de la MS13 opèrent dans les montagnes, dans les départements de Sonsonate, La Libertad, Cabañas, Morazán et San Salvador<sup>128</sup>.

Le Cedoca n'a pas trouvé dans les sources consultées sur Internet des précisions relatives au nombre de membres en liberté et aux zones d'activité des factions rivales du Barrio 18, gang scindé entre les *Sureños* et les *Revolucionarios*.

D'autres membres de gangs, réputés leaders, se sont éloignés à l'étranger, parfois avec la complicité du gouvernement, plus précisément au Guatemala, au Honduras, au Mexique, au Nicaragua ou encore aux États-Unis<sup>129</sup>. Selon les sources, ils y poursuivent<sup>130</sup> ou non<sup>131</sup> leurs opérations criminelles.

---

<sup>122</sup> COMCAVIS-TRANS, entretien, San Salvador, 20/03/2024

<sup>123</sup> HCDH, 11/11/2024, p. 12, [url](#) ; COMCAVIS-TRANS, entretien, San Salvador, 20/03/2024 ; HCR, entretien, San Salvador, 08/03/2024

<sup>124</sup> Montti R., directrice d'enquête sur les droits humains auprès de Cristosal, entretien, San Salvador, 11/03/2024 ; HCR, entretien, San Salvador, 08/03/2024

<sup>125</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#) ; Bertelsmann Stiftung, 2024, p. 7, [url](#) ; InSight Crime, 12/2023, pp. 5-6, pp. 16-17, [url](#)

<sup>126</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#)

<sup>127</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#) ; ex-membre de gang repent et actif dans la reconversion au christianisme et la réintégration professionnelle d'anciens membres de gang, entretien, San Salvador, 12/03/2024 ; BBC, 27/03/2023, [url](#)

<sup>128</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#)

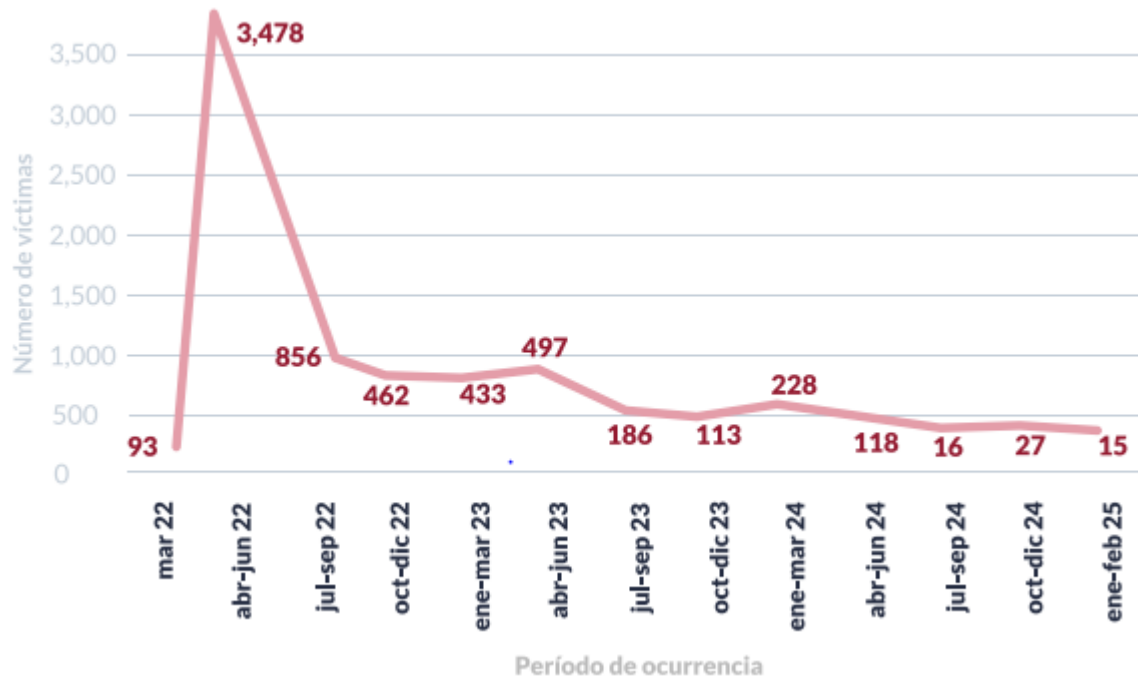
<sup>129</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#) ; WOLA, 27/03/2025, [url](#) ; El Grand Continent, 03/05/2025, [url](#) ; AP, 27/03/2025, [url](#) ; La Prensa Gráfica, 30/06/2024 [url](#) ; Newsweek El Salvador, 16/05/2024, [url](#) ; ex-membre de gang repent et actif dans la reconversion au christianisme et la réintégration professionnelle d'anciens membres de gang, entretien, San Salvador, 12/03/2024 ; Reyes M., fondateur du MTP, entretien, San Salvador, 12/03/2024 ; ReVista, 21/02/2024, [url](#) ; InSight Crime, 12/2023, pp. 5-6, [url](#) ; AFP via France 24, 12/10/2023, [url](#) ; S-RM, 06/07/2023, [url](#) ; Telemundo, 20/04/2023, [url](#) ; VOA via La Prensa, 19/04/2023, [url](#) ; El Faro, 26/03/2023, [url](#) ; El Faro, 06/03/2023, [url](#)

<sup>130</sup> WOLA, 27/03/2025, [url](#)

<sup>131</sup> InSight Crime, 12/2023, pp. 5-6, [url](#)

## 4. Abus dénoncés

Des proches de victimes d'abus commis par des forces de l'ordre ont sollicité des associations de défense des droits humains, avec une fréquence inégale au cours du déroulement de l'état d'urgence. Cette fréquence a connu un point culminant dans la période de mai à juin 2022 ; s'en est suivi une forte baisse jusqu'à la période juillet-septembre 2022, puis une baisse plus modérée jusqu'en janvier-février 2025<sup>132</sup>.



Evolution du nombre de victimes<sup>133</sup>

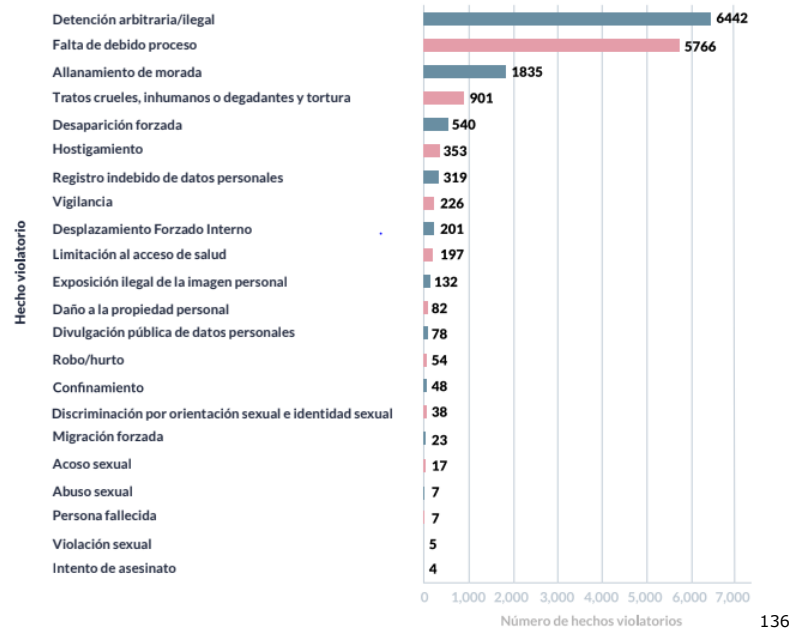
Selon un rapport conjoint de diverses ONG portant sur l'état d'urgence et publié en mars 2025, les faits les plus dénoncés sont la détention arbitraire (qui concerne 94 % des victimes et qui est décrite dans les parties 4.1. et 4.2.), l'absence de procédure régulière (84 % des victimes), les perquisitions du domicile sans mandat (27 %) ainsi que la torture et les mauvais traitements<sup>134</sup>. D'autres sources évoquent en plus des menaces, des cas de déplacement interne ou d'émigration forcés, du harcèlement, de potentielles disparitions forcées, des violences sexuelles et l'ineffectivité des recours<sup>135</sup>.

<sup>132</sup> FESPAD et al., 27/03/2025, p. 29, [url](#)

<sup>133</sup> FESPAD et al., 27/03/2025, p. 29, [url](#)

<sup>134</sup> FESPAD et al., 27/03/2025, p. 32, [url](#)

<sup>135</sup> RTVE, 31/03/2025, [url](#) ; HRW, 16/01/2025, [url](#) ; IACHR, 28/06/2024, pp. 560-569, [url](#) ; Cristosal, 03/2024, pp. 18-19, [url](#) ; ReVista, 21/02/2024, [url](#)



Liste des motifs des plaintes reçues par les associations impliquant des agents de l'État<sup>137</sup>

L'instance étatique la plus souvent citée par les personnes qui font appel à des associations reste la police<sup>138</sup>.

## 4.1. Arrestations

### 4.1.1. Nombre

Des sources officielles font état de 86.000 personnes arrêtées et détenues dans le contexte de l'état d'urgence<sup>139</sup>. Le Salvador connaît un taux d'incarcération parmi les plus élevés du monde<sup>140</sup> avec 2,6 % de la population adulte en prison, selon le rapport conjoint d'ONG salvadoriennes publié en mars 2025<sup>141</sup>.

<sup>136</sup> Les trois premiers motifs correspondent à la détention arbitraire/illégale, au manque de procédure régulière et à la violation de domicile : FESPAD et al., 27/03/2025, p. 32, p. 48, [url](#)

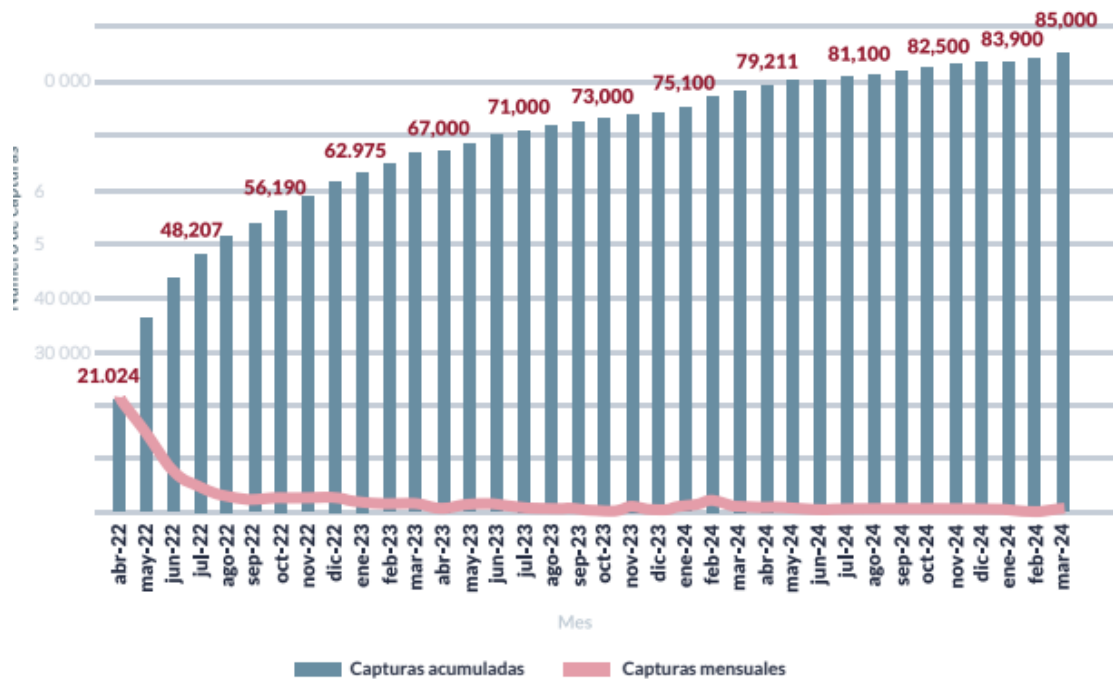
<sup>137</sup> FESPAD et al., 27/03/2025, p. 32, p. 48, [url](#)

<sup>138</sup> OUDH, 12/05/2025, p. 62, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 31, p. 48, [url](#) ; IACHR, 28/06/2024, pp. 560-569, [url](#)

<sup>139</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#)

<sup>140</sup> The Dialogue, 19/05/2025, p. 3, [url](#) ; ARTE, 02/05/2025, [url](#) ; Banco Mundial, 28/04/2025, p. 59, [url](#) ; AI, 04/2025, p. 160, [url](#) ; ICG, 26/03/2025, [url](#)

<sup>141</sup> FESPAD et al., 27/03/2025, p. 35, [url](#)



Evolution du nombre d'arrestations d'avril 2022 à mars 2025<sup>142</sup>

#### 4.1.2. Caractère arbitraire

Des arrestations arbitraires en masse s'enchaînent<sup>143</sup>. Pour Noah Bullock, le directeur exécutif de l'ONG Cristosal, l'état d'urgence est « a huge system of arbitrary arrest [...], which allow [sic] the government to arrest whoever they want »<sup>144</sup>.

Dans certains cas, des policiers prennent ainsi une revanche par rapport à un contentieux antérieur à l'état d'urgence<sup>145</sup>. Des quotas d'arrestation ont été imposés aux policiers (du moins entre le 27 mars et le 31 juillet 2022 et en janvier 2024, à l'approche de l'élection présidentielle<sup>146</sup>)<sup>147</sup>. Une source

<sup>142</sup> Il faut lire janvier, février et mars 2025 au lieu de 2024 : FESPAD et al., 27/03/2025, p. 34, [url](#)

<sup>143</sup> El Grand Continent, 03/05/2025, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, pp. 48-52, [url](#) ; HRW, 16/01/2025, [url](#) ; FT, 13/01/2025, [url](#) ; InSight Crime, 12/2023, p. 4, p. 13, p. 32, [url](#) ; AI, 12/2023, pp. 21-24, [url](#) ; InSight Crime, 28/11/2023, [url](#) ; Infobae, 10/08/2023, [url](#) ; AJ, 26/07/2023, [url](#) ; USDOS, 20/04/2023, [url](#) ; El Faro, 11/04/2023, [url](#) ; El País, 17/03/2023, [url](#) ; Caracol, 10/03/2023, [url](#) ; El Faro, 06/03/2023, [url](#) ; Comité contre la torture, 19/12/2022, [url](#) ; HRW, Cristosal, 07/12/2022, p. 60, [url](#) ; BBC, 04/12/2022, [url](#) ; The New Yorker, 12/09/2022, [url](#) ; AI, 31/08/2022, [url](#) ; WOLA, 24/08/2022, [url](#) ; AP, 17/08/2022, [url](#)

<sup>144</sup> FT, 13/01/2025, [url](#)

<sup>145</sup> FESPAD et al., 27/03/2025, p. 49, [url](#) ; El País, 26/03/2023, [url](#) ; El Faro, 16/12/2022, [url](#) ; AI, 02/06/2022, [url](#)

<sup>146</sup> Cristosal, 03/2024, p. 12, pp. 14-18, [url](#) ; Palacios A., directeur de communication auprès du SJH, entretien, San Salvador, 12/03/2024 ; Reyes M., fondateur du MTP, entretien, San Salvador, 12/03/2024 ; Ramírez S., fondateur et coordinateur du MOVIR, entretien, San Salvador, 11/03/2024

<sup>147</sup> Revista Raya, 11/05/2025, [url](#) ; RTVE, 31/03/2025, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 43, [url](#) ; Small Wars Journal, 11/02/2025, [url](#) ; HRW, 16/01/2025, [url](#) ; AI, 20/12/2024, [url](#) ; Time, 29/08/2024, [url](#) ; directeur exécutif d'une association de défense des droits humains, entretien, San Salvador, 14/03/2024 ; Montti R., directrice d'enquête sur les droits humains auprès de Cristosal, entretien, San Salvador, 11/03/2024 ; Ramírez S., fondateur et coordinateur du MOVIR, entretien, San Salvador, 11/03/2024 ; AI, 03/02/2024, [url](#) ; InSight Crime, 23/10/2023, [url](#) ; EFE, 27/07/2023, [url](#) ; HRW, Cristosal, 07/12/2022, [url](#) ; ICG, 05/10/2022, [url](#)

rapporte que la police a offert des récompenses financières pour dénoncer des personnes<sup>148</sup>. Des arrestations semblent très souvent avoir été fondées sur des dénonciations anonymes, dans bien des cas non vérifiées, par téléphone (numéro 123) ou via les réseaux sociaux, pratiques qui sont encouragées par le gouvernement<sup>149</sup>.

Aussi, d'après Douglas Farah, le système carcéral étant devenu une opportunité lucrative (bénéficiant au gouvernement et aux gangs qui co-gouvernent les prisons, selon lui), « there's no incentive to not arrest people »<sup>150</sup>.

Parfois, la police a fabriqué des dossiers frauduleusement<sup>151</sup>. Des proches de détenus sont stigmatisés et peuvent subir des violences allant jusqu'à l'arrestation de la part des forces de l'ordre, a fortiori, lorsqu'ils posent des questions liées à une arrestation/disparition ou défendent les droits des présumés membres de gangs en détention<sup>152</sup>.

Les estimations des sources varient entre 25.000 et 30.000 personnes présumées innocentes en détention<sup>153</sup>.

#### 4.1.3. Déroulement

Dans les jours qui ont suivi l'instauration de l'état d'urgence, des milliers de soldats et de policiers, armés et véhiculés en camions blindés, ont mené des perquisitions maison par maison dans des quartiers densément peuplés. Ils ont érigé des barricades avec des piquets de contrôle. En mars 2025, plus de 30.000 membres des forces de l'ordre restent déployés dans les rues<sup>154</sup>.

Des agents des forces de sécurité (généralement des policiers) interceptent régulièrement, le plus souvent dans des quartiers à bas revenus, des personnes au hasard pour vérifier les éventuels tatouages<sup>155</sup> et l'identité. Parfois, la personne peut éviter l'arrestation en présentant un document qui tend à démontrer la non-appartenance à un gang<sup>156</sup> ou en accédant à une demande (par exemple une forme d'extorsion sexuelle) de la part du policier ou du militaire<sup>157</sup>.

---

<sup>148</sup> ReVista, 21/02/2024, [url](#)

<sup>149</sup> El Faro, 01/06/2025, [url](#) ; Revista Raya, 11/05/2025, [url](#) ; PNC, s.d., [url](#) ; El Salvador.com, 08/05/2025, [url](#) ; ARTE, 02/05/2025, [url](#) ; AP, 27/03/2025, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 43, [url](#) ; Small Wars Journal, 11/02/2025, [url](#) ; HRW, 16/01/2025, [url](#) ; AI, 20/12/2024, [url](#) ; Time, 29/08/2024, [url](#) ; Santos G., directrice exécutive de l'IDHUCA, entretien, San Salvador, 18/03/2024 ; Palacios A., directeur de communication auprès du SJH, entretien, San Salvador, 12/03/2024 ; Reyes M., fondateur du MTP, entretien, San Salvador, 12/03/2024 ; ReVista, 21/02/2024, [url](#) ; Bertelsmann Stiftung, 2024, p. 6, [url](#)

<sup>150</sup> WOLA, 08/03/2024, [url](#)

<sup>151</sup> El Salvador.com, 30/04/2025, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, pp. 45-46, [url](#) ; El Faro, 07/11/2024, [url](#) ; think-tank salvadorien, entretien, San Salvador, 18/03/2024 ; Santos G., directrice exécutive de l'IDHUCA, entretien, San Salvador, 18/03/2024 ; AP, 22/03/2023, [url](#) ; El Faro, 16/02/2023, [url](#)

<sup>152</sup> OUDH, 12/05/2025, p. 62, [url](#) ; GI-TOC, 07/2024, pp. 6-7, [url](#) ; Santos G., directrice exécutive de l'IDHUCA, entretien, San Salvador, 18/03/2024 ; DPLF, entretien, San Salvador, 14/03/2024 ; Ramírez S., fondateur et coordinateur du MOVIR, entretien, San Salvador, 11/03/2024 ; AI, 03/02/2024, [url](#) ; BBC, 27/03/2023, [url](#) ; AJ, 27/03/2023, [url](#) ; El Salvador Now, 20/03/2023, [url](#) ; Focos, 24/01/2023, [url](#)

<sup>153</sup> AP, 27/03/2025, [url](#) ; AI, 04/2025, p. 159, [url](#) ; Small Wars Journal, 11/02/2025, [url](#)

<sup>154</sup> AP, 27/03/2025, [url](#)

<sup>155</sup> Dans le contexte de l'état d'urgence, les autorités associent port de tatouage et appartenance à un gang : Small Wars Journal, 11/02/2025, [url](#)

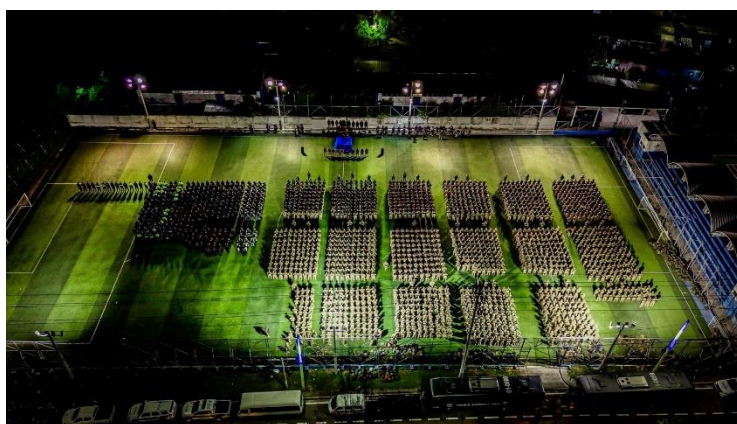
<sup>156</sup> HRW, 16/01/2025, [url](#) ; DPLF, 11/2024, p. 11, [url](#) ; Cristosal, 03/2024, p. 17, [url](#) ; Bertelsmann Stiftung, 2024, p. 9, [url](#) ; BBC, 27/03/2023, [url](#) ; AP, 22/03/2023, [url](#)

<sup>157</sup> GI-TOC, 07/2024, pp. 6-7, [url](#) ; Linares M., directrice exécutive d'ARCOIRIS TRANS-ASPIDH, entretien, San Salvador, 20/03/2024

A plusieurs reprises, les forces de l'ordre ont assiégé un quartier, une municipalité ou un département entier afin d'y arrêter des membres de gangs. Ces sièges (*cercos militares*) s'inscrivent dans la cinquième phase dite « extraction » de la politique sécuritaire en œuvre, appelée Plan de contrôle territorial. En plus des sièges présentés dans le tableau suivant, le Cedoca a trouvé la trace d'un siège supplémentaire en octobre 2024 à San Marcos dans la zone métropolitaine de San Salvador<sup>158</sup>.

Tabla N°4. Cercos militares desplegados desde el inicio del régimen de excepción hasta diciembre de 2024				
Lugar del cerco	Fecha de instalación	FAES	PNC	Total de agentes desplegados
La Libertad, Comasagua	5/10/2022	2000	500	2500
San Salvador Soyapango	3/12/2022	10000	1500	11500
San Salvador, La Tutunichapa	24/12/2024	1130	1000	2130
San Salvador, La Granjita	24/12/2022	1100	1000	2100
Chalatenango, Nueva Concepción	18/5/2023	5500	5000	10500
Cabañas	1/8/2023	8000	7000	15000
San Salvador, Soyapango, La Campanera	9/10/2023	No se indica	No se indica	4000 (levantado en enero 2023)
San Salvador, Apopa	11/10/2023	4000	3500	7500
Chalatenango, Potonico, San Antonio Los Ranchos, San Isidro Labrador y San José Cancasque	25/3/2024	5000	1000	6000
San Salvador, Apopa	26/5/2024	2000	1000	3000
<b>Total de agentes desplegados</b>		<b>38730</b>	<b>21500</b>	<b>64230</b>

Récapitulatif des sièges, élaboré par l'Observatorio Universitario de Derechos Humanos (OUDH)<sup>159</sup>



Déploiement militaire à San Marcos<sup>160</sup>

<sup>158</sup> FESPAD et al., 27/03/2025, p. 18, [url](#) ; El Noticiero via Youtube, 29/10/2024, [url](#) ; El Salvador.com, 01/11/2024, [url](#) ; DW, 29/10/2024, [url](#) ; AFP via France 24, 12/10/2023, [url](#) ; Economis, 12/08/2023, [url](#) ; InSight Crime, 04/08/2023, [url](#) ; El Mundo, 02/08/2023, [url](#) ; El País, 01/08/2023, [url](#) ; DW, 24/12/2022, [url](#) ; Reuters via Euronews, 24/12/2022, [url](#) ; Gato Encerrado, 05/12/2022, [url](#)

<sup>159</sup> OUDH, 12/05/2025, p. 59, [url](#)

<sup>160</sup> Fuerza Armada (@FUERZARMADASV), 28/10/2024, [url](#)

Les associations de défense des droits humains rapportent des cas de ré-arrestation et de ré-incarcération de détenus remis en liberté par ordre de justice ou au terme de leur peine, y compris le jour de leur libération<sup>161</sup>.

Pour rappel, le décret instaurant le régime d'exception a suspendu le droit d'être informé des motifs d'une arrestation<sup>162</sup>. D'après Cristosal, l'augmentation des effectifs militaires dans les communautés a eu des répercussions néfastes sur celles-ci, en particulier envers les personnes lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et personnes queer (LGBTQ+), qui subissent des abus et des agressions<sup>163</sup>. Amnesty International (AI) dénonce un usage disproportionné de la force par les autorités lors des arrestations<sup>164</sup>.

#### 4.1.4. Disparitions forcées/fosses communes

Entre 2019 et 2022, les gangs ont causé la disparition de 6.000 à 7.000 personnes, selon les estimations des associations de défense des droits humains. Depuis l'état d'urgence et la détention arbitraire massive y associée, le schéma le plus courant est celui de la disparition de courte durée organisée par des agents de l'État. Les organisations de la société civile dénombrent de mars 2022 à février 2025 un total de 540 cas<sup>165</sup>. Le chercheur cité *supra*, Thomas Boerman, explique dans un rapport consacré à la destruction de l'état de droit au Salvador publié en août 2024, que les disparitions forcées survenant au cours de l'état d'urgence, dans un contexte favorisant l'impunité, sont coordonnées entre l'exécutif, le ministère de la Sécurité, la police et l'armée<sup>166</sup>.

Deux rapports traitant des droits humains au Salvador révèlent que l'information sur les disparitions forcées et les fosses clandestines est à diffusion restreinte depuis 2021, ce qui rend difficile l'analyse de celle-ci et signifie que l'État ne reconnaît pas le phénomène<sup>167</sup>. Le Salvador a rejeté la requête des Nations unies de pouvoir visiter le pays en janvier 2024<sup>168</sup>.

Devant l'ineffectivité des mesures prises par les autorités, le Groupe de travail des personnes disparues (Grupo de Trabajo de Personas Desaparecidas, GTPD) a créé en août 2024 un registre citoyen destiné à rassembler des informations relatives aux personnes disparues, y compris celles disparues au cours de la guerre civile (1980-1992). Sur les 17 cas que contient ce registre, seuls 4 datent de 2024. Parallèlement, l'ONG Asociación Salvadoreña para los Derechos Humanos (ASDEHU) signale avoir enregistré, à elle seule, 30 cas survenus en 2024<sup>169</sup>.

#### 4.1.5. Profils des personnes arrêtées

Parallèlement à l'aspect aléatoire des arrestations (décrit dans la partie 4.1.2.), plusieurs facteurs contribuent au risque de se faire arrêter. Les facteurs socio-économiques concernent surtout les

<sup>161</sup> Revista Raya, 11/05/2025, [url](#) ; El Faro, 03/03/2025, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 23, [url](#) ; El País, 04/09/2024, [url](#) ; Cristosal, 03/2024, p. 12, pp. 14-18, [url](#) ; El Faro, 07/06/2023, [url](#) ; Cristosal, 12/05/2023, pp. 24-25, [url](#)

<sup>162</sup> InSight Crime, 04/08/2023, [url](#) ; Cristosal, 12/05/2023, p. 61, [url](#) ; DPLF et al., 10/04/2023, p. 3, [url](#) ; HRW, Cristosal, 07/12/2022, p. 47, [url](#)

<sup>163</sup> Cristosal, 10/07/2024, [url](#)

<sup>164</sup> AI, 20/12/2024, [url](#)

<sup>165</sup> OUDH, 12/05/2025, pp. 47-49, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 32, p. 81, p. 84, p. 88, [url](#) ; FT, 13/01/2025, [url](#) ; IACHR, 28/06/2024, pp. 560-569, [url](#) ; InSight Crime, 12/2023, p. 4, [url](#) ; DPLF et al., 28/07/2023, pp. 11-16, [url](#)

<sup>166</sup> Boerman T., Montgomery T., 08/2024, pp. 7-8, [url](#)

<sup>167</sup> FESPAD et al., 27/03/2025, p. 18, [url](#) ; AI, 12/2023, p. 29, [url](#)

<sup>168</sup> HRW, 16/01/2025, [url](#)

<sup>169</sup> OUDH, 12/05/2025, pp. 51-52, p. 54, [url](#)

personnes issues de communautés à faibles revenus, souvent associées à la présence de gangs<sup>170</sup>. Les facteurs liés à l'apparence comprennent le délit de faciès, la peau mate, la visible nervosité d'un suspect, la présence de tatouages<sup>171</sup>. L'âge et le genre constituent également des facteurs<sup>172</sup>, avec une prédominance de jeunes<sup>173</sup>, majoritairement de genre masculin<sup>174</sup>. Un autre facteur qui prédispose à une arrestation est le lien (sentimental, de parenté ou professionnel dans le cas d'un avocat par exemple) avec un présumé membre de gang<sup>175</sup>. Ce lien peut aussi découler d'un viol ou de faits d'extorsion, précise un média lié à l'Université de Harvard<sup>176</sup>.

Un casier judiciaire non vierge peut également contribuer au risque de se faire arrêter. Plusieurs sources expliquent que des personnes qui étaient harcelées par la police avant le régime d'exception (par exemple pour avoir porté plainte contre un policier), ont parfois fait l'objet d'une arrestation depuis l'instauration de l'état d'urgence<sup>177</sup>.

L'appartenance présumée à un gang est par définition le premier facteur associé au risque de se faire arrêter. Des membres de gangs ont été arrêtés en masse<sup>178</sup> et certaines sources vont jusqu'à affirmer que la plupart d'entre eux séjournent désormais en prison<sup>179</sup>. Si des sources officielles font état de l'arrestation de plus de 1.100 leaders de gangs dont treize des quinze membres de la direction de la

<sup>170</sup> Revista Raya, 11/05/2025, [url](#) ; USF, 13/05/2023, [url](#) ; ARTE, 02/05/2025, [url](#) ; El País, 27/03/2025, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 43, [url](#) ; Small Wars Journal, 11/02/2025, [url](#) ; AI, 20/12/2024, [url](#) ; Jarjoura M., 26/11/2024, pp. 121-122, [url](#) ; Cristosal, 10/07/2024, [url](#) ; directeur exécutif d'une association de défense des droits humains, entretien, San Salvador, 14/03/2024 ; Rodríguez B., directrice exécutive de COMCAVIS-TRANS, entretien, San Salvador, 20/03/2024 ; think-tank salvadorien, entretien, San Salvador, 18/03/2024 ; DPLF, entretien, San Salvador, 14/03/2024 ; Labrador G., journaliste et porte-parole de l'APES, entretien, San Salvador, 13/03/2024 ; ex-membre de gang repentit et actif dans la reconversion au christianisme et la réintégration professionnelle d'anciens membres de gang, entretien, San Salvador, 12/03/2024 ; Palacios A., directeur de communication auprès du SJH, entretien, San Salvador, 12/03/2024 ; ReVista, 21/02/2024, [url](#) ; Bertelsmann Stiftung, 2024, p. 6, [url](#) ; AI, 12/2023, pp. 24-28, [url](#)

<sup>171</sup> Revista Raya, 11/05/2025, [url](#) ; El Salvador.com, 08/05/2025, [url](#) ; AP, 27/03/2025, [url](#) ; The Conversation, 17/03/2025, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 43, [url](#) ; Small Wars Journal, 11/02/2025, [url](#) ; HRW, 16/01/2025, [url](#) ; AI, 20/12/2024, [url](#) ; Jarjoura M., 26/11/2024, p. 120, [url](#) ; Santos G., directrice exécutive de l'IDHUCA, entretien, San Salvador, 18/03/2024 ; Palacios A., directeur de communication auprès du SJH, entretien, San Salvador, 12/03/2024 ; WOLA, 08/03/2024, [url](#) ; ReVista, 21/02/2024, [url](#) ; AI, 12/2023, p. 24, [url](#)

<sup>172</sup> Small Wars Journal, 11/02/2025, [url](#) ; ReVista, 21/02/2024, [url](#) ; Cristosal, 18/10/2023, p. 1, [url](#) ; AJ, 26/07/2023, [url](#) ; AP, 28/03/2023, [url](#) ; AP, 22/03/2023, [url](#) ; InSight Crime, 06/12/2022, [url](#) ; The Guardian, 08/06/2022, [url](#) ; Diario El Mundo, 17/06/2022, [url](#)

<sup>173</sup> Revista Raya, 11/05/2025, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 29, [url](#) ; Small Wars Journal, 11/02/2025, [url](#) ; Ramírez S., fondateur et coordinateur du MOVIR, entretien, San Salvador, 11/03/2024 ; ReVista, 21/02/2024, [url](#) ; DPLF et al., 28/07/2023, p. 11, [url](#) ; Cristosal, 18/10/2023, p. 1, [url](#) ; El País, 26/08/2023, [url](#) ; The Guardian, 27/07/2023, [url](#) ; El País, 12/08/2023, [url](#) ; AJ, 26/07/2023, [url](#) ; AP, 28/03/2023, [url](#) ; InSight Crime, 06/12/2022, [url](#) ; AP, 01/08/2022, [url](#) ; Diario El Mundo, 17/06/2022, [url](#) ; The Guardian, 08/06/2022, [url](#)

<sup>174</sup> OUDH, 12/05/2025, p. 61, [url](#) ; Revista Raya, 11/05/2025, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 30, [url](#)

<sup>175</sup> OUDH, 12/05/2025, p. 62, [url](#) ; DPLF et al., 11/2024, p. 11, [url](#) ; GI-TOC, 07/2024, pp. 6-7, [url](#) ; Santos G., directrice exécutive de l'IDHUCA, entretien, San Salvador, 18/03/2024 ; DPLF, entretien, San Salvador, 14/03/2024 ; Ramírez S., fondateur et coordinateur du MOVIR, entretien, San Salvador, 11/03/2024 ; AI, 03/02/2024, [url](#) ; AI, 12/2023, p. 24, [url](#) ; Cristosal, 12/05/2023, p. 47, [url](#) ; El Salvador.com, 25/04/2023, [url](#) ; BBC, 27/03/2023, [url](#) ; AJ, 27/03/2023, [url](#) ; El Salvador Now, 20/03/2023, [url](#) ; Focos, 24/01/2023, [url](#) ; HRW, Cristosal, 07/12/2022, p. 61, [url](#) ; InSight Crime, 06/12/2022, [url](#) ; AI, 02/06/2022, [url](#)

<sup>176</sup> ReVista, 21/02/2024, [url](#)

<sup>177</sup> Revista Raya, 11/05/2025, [url](#) ; The Conversation, 17/03/2025, [url](#) ; Palacios A., directeur de communication auprès du SJH, entretien, San Salvador, 12/03/2024 ; ReVista, 21/02/2024, [url](#) ; AI, 12/2023, p. 24, [url](#)

<sup>178</sup> InSight Crime, 03/04/2025, [url](#) ; Small Wars Journal, 11/02/2025, [url](#) ; Bertelsmann Stiftung, 2024, pp. 6-7, [url](#) ; InSight Crime, 12/2023, pp. 29-30, [url](#)

<sup>179</sup> El Grand Continent, 03/05/2025, [url](#) ; InSight Crime, 03/04/2025, [url](#) ; InSight Crime, 01/10/2024, [url](#) ; WOLA, 08/03/2024, [url](#)

MS13 (*la ranfla*)<sup>180</sup>, d'autres sources (y compris la police et Cristosal) indiquent que la plupart des membres de gangs arrêtés proviennent plutôt des échelons médians ou inférieurs de la structure<sup>181</sup>. Selon Ingrid Escobar, porte-parole du Socorro Juridico Humanitario (SJH), entre 50.000 et 60.000 prisonniers sont incarcérés en raison d'un lien avec un gang<sup>182</sup>. Des fuites d'informations révèlent que Nayib Bukele négocie avec le président Donald Trump la remise de leaders de gangs salvadoriens, détenant des informations compromettantes à son égard et actuellement détenus aux États-Unis<sup>183</sup>. Les autorités américaines ont déjà expulsé le 15 mars 2025 23 leaders de la MS13 (dont deux membres de la *ranfla*)<sup>184</sup>.

Enfin, des voix critiques, en particulier des femmes telles que Ruth Lopez, activiste des droits humains auprès de Cristosal, sont arrêtées ou risquent une détention : « the state of exception [...] has become an authoritarian instrument to repress, persecute, and silence critical and dissident voices »<sup>185</sup>. Des journalistes, des juges, des syndicalistes, des activistes de la société civile, des défenseurs de l'environnement, des fonctionnaires, entre autres, font l'objet de campagnes de dénigrement (le plus souvent initiées par des fermes de trolls et des médias pro-gouvernement), de harcèlement, d'accusations infondées, d'espionnage illégal, de licenciement, et/ou de détention ayant dans certains cas des conséquences fatales<sup>186</sup>. Une association locale dénombre au mois de mars 2025 un total de 28 prisonniers politiques<sup>187</sup>.

## 4.2. Détentions

### 4.2.1. Caractère arbitraire

Le Décret n° 804 (voir la partie [1.3.](#)) lève l'exigence d'un minimum de preuves pour justifier une arrestation, ce qui a facilité de nombreuses détentions<sup>188</sup>.

<sup>180</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#) ; Le Grand continent, 06/05/2025, [url](#) ; Reuters, 28/09/2023, [url](#) ; EFE via Divergentes, 24/07/2023, [url](#)

<sup>181</sup> ReVista, 21/02/2024, [url](#) ; InSight Crime, 12/2023, p. 13, [url](#) ; Reuters, 28/09/2023, [url](#) ; El Faro, 07/06/2023, [url](#) ; AP, 28/03/2023, [url](#) ; AP, 22/03/2023, [url](#) ; El Faro, 03/02/2023, [url](#)

<sup>182</sup> AP, 27/03/2025, [url](#)

<sup>183</sup> Revista Raya, 11/05/2025, [url](#)

<sup>184</sup> USA Today, 29/05/2025, [url](#) ; Divergentes, 29/05/2025, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 36, [url](#) ; WOLA, 27/03/2025, [url](#) ; Divergentes, 21/03/2025, [url](#)

<sup>185</sup> WOLA, 27/03/2025, [url](#)

<sup>186</sup> El Salvador.com, 30/05/2025, [url](#) ; InSight Crime, 21/05/2025, [url](#) ; El País, 22/05/2025, [url](#) ; AI, 20/05/2025, [url](#) ; Los Angeles Times, 18/05/2025, [url](#) ; ICG, 04/2025, [url](#) ; El Salvador.com, 10/05/2025, [url](#) ; El Salvador.com, 08/05/2025, [url](#) ; ARTE, 02/05/2025, [url](#) ; APES, 05/2025, pp. 68-69, [url](#) ; AI, 04/2025, p. 161, [url](#) ; WOLA, 27/03/2025, [url](#) ; Freedom House, 03/03/2025, [url](#) ; HRW, 16/01/2025, [url](#) ; HRW, 12/12/2024, [url](#) ; WOLA, 04/12/2024, [url](#) ; HCDH, 11/11/2024, p. 4, p. 8, [url](#) ; CPJ, 11/10/2024, [url](#) ; Boerman T., Montgomery T., 08/2024, p. 15, [url](#) ; Cristosal, 10/07/2024, [url](#) ; directeur exécutif d'une association de défense des droits humains, entretien, San Salvador, 14/03/2024 ; Cristosal, 03/2024, pp. 18-19, [url](#) ; WOLA, 08/03/2024, [url](#) ; PSC, 2024, pp. 21-22, [url](#) ; Bertelsmann Stiftung, 2024, p. 7, [url](#) ; AI, 12/2023, pp. 36-38, pp. 44-58, pp. 65-68, [url](#) ; CIDH, 06/12/2023, pp. 181-192, [url](#)

<sup>187</sup> El Faro, 01/06/2025, [url](#)

<sup>188</sup> ReVista, 21/02/2024, [url](#)

La société civile dans l'ensemble se montre très préoccupée par la détention arbitraire<sup>189</sup>. Selon le rapport conjoint de diverses ONG publié en mars 2025, elle constitue le premier motif pour lequel des associations de défense des droits humains sont sollicitées, elle concerne 94 % des victimes<sup>190</sup>.

De l'aveu du gouvernement, 90 % des personnes détenues depuis l'état d'urgence n'ont pas été jugées<sup>191</sup>. Des procès de masse ont pourtant lieu, restreignant de par le nombre le droit à la défense<sup>192</sup>.

#### 4.2.2. Durée

Comme déjà annoncé *supra*, la majorité des détenus sont en attente d'un procès. Une personne peut passer jusqu'à deux ans en détention sans être inculpée<sup>193</sup>. En raison d'une série de réformes législatives et judiciaires, les personnes détenues depuis l'état d'urgence passeront probablement au moins quatre ans en détention provisoire avant que le parquet ne présente des preuves au tribunal<sup>194</sup>.

Le discours officiel traduit la volonté d'un maintien indéfini en détention, d'après des articles de presse et une organisation de défense des droits humains<sup>195</sup>.

#### 4.2.3. Conditions de détention

Les informations relatives aux prisons sont classées confidentielles et ce, depuis 2021. Le Bureau des prisons ne tolère pas d'ingérence de la part d'autres administrations :

« Officials at the highest levels of the Bureau [of Prisons] have impeded both the supervision of prisons by the Human Rights Ombudsperson's Office and access by the Institute of Legal Medicine to conduct medical inspections, even in breach of court orders »<sup>196</sup>.

Les familles peuvent acheter des paquets onéreux (entre 100 et 300\$ par mois, le salaire minimum s'élevant à 365\$) de nourriture et de fournitures diverses, sans garantie qu'ils parviennent aux détenus<sup>197</sup>, ce que dément Andrés Guzmán, nommé en mai 2023 commissaire présidentiel aux droits de l'homme et à la liberté d'expression<sup>198</sup>.

Les prisons sont bondées<sup>199</sup>. D'après des ONG, le taux d'occupation atteint en mars 2025 en moyenne 369,5 % (hors le Centro de Confinamiento del Terrorismo (CECOT), occupé à 37 % de sa capacité)<sup>200</sup>. La population carcérale a environ triplé depuis l'instauration de l'état d'urgence<sup>201</sup>.

<sup>189</sup> El Grand Continent, 03/05/2025, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 32, pp. 48-52, [url](#) ; HRW, 16/01/2025, [url](#) ; FT, 13/01/2025, [url](#)

<sup>190</sup> FESPAD et al., 27/03/2025, p. 32, [url](#)

<sup>191</sup> AP, 27/03/2025, [url](#)

<sup>192</sup> AI, 04/2025, p. 159, [url](#)

<sup>193</sup> ReVista, 21/02/2024, [url](#)

<sup>194</sup> Cristosal, 10/07/2024, [url](#)

<sup>195</sup> RTVE, 31/03/2025, [url](#) ; DW, 06/02/2025, [url](#) ; AI, 20/12/2024, [url](#) ; InSight Crime, 12/2023, p. 6, [url](#) ; InSight Crime, 04/08/2023, [url](#)

<sup>196</sup> AI, 20/12/2024, [url](#)

<sup>197</sup> Supreme Court, 19/03/2025, p. 7, [url](#) ; FT, 13/01/2025, [url](#) ; ReVista, 21/02/2024, [url](#)

<sup>198</sup> New York Times, 01/05/2025, [url](#)

<sup>199</sup> AI, 04/2025, p. 160, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 35, [url](#) ; AI, 20/12/2024, [url](#) ; HCDH, 11/11/2024, p. 3, [url](#) ; Cristosal, 10/07/2024, [url](#) ; IACHR, 28/06/2024, pp. 560-569, [url](#)

<sup>200</sup> FESPAD et al., 27/03/2025, p. 35, [url](#)

<sup>201</sup> The Dialogue, 19/05/2025, p. 4, [url](#) ; The Conversation, 17/03/2025, [url](#) ; Freedom House, 03/03/2025, [url](#) ; HRW, 16/01/2025, [url](#)

Dans une politique de lutte contre l'oisiveté, l'étude et le travail forcés ne sont pas rémunérés mais offrent, dans d'autres prisons que le CECOT, une opportunité de réduction de la peine<sup>202</sup>.

Les détenus ont généralement interdiction de communiquer avec leur avocat et leur famille<sup>203</sup>. Souvent, les familles ignorent où sont détenus leurs proches. Elles doivent se rendre sur place et signaler l'identité de la personne qu'elles recherchent, car elles ne peuvent pas consulter une liste de détenus<sup>204</sup>. Dans certains cas, les familles parviennent à rendre visite à l'un de leurs membres par le biais de la corruption<sup>205</sup>.

L'accusation la plus récurrente est l'association illicite (les personnes qui participent à des gangs ou les dirigent ainsi que celles qui en reçoivent des avantages indirects)<sup>206</sup>. Cependant, la plupart des détenus n'ont pas fait l'objet d'accusations ou d'un procès<sup>207</sup>, ou ont été présentés devant un juge au-delà du délai légal<sup>208</sup>. Un collectif d'ONG note l'absence de procédures régulières<sup>209</sup>, que nie le vice-président Felix Ulloa<sup>210</sup>. Le droit à la défense est largement bafoué<sup>211</sup>.

La détérioration des conditions de détention met en danger la santé et la vie des détenus. Ceux-ci manquent de tout : alimentation, eau, hygiène, soins médicaux. Aussi subissent-ils des traitements cruels, inhumains ou dégradants et la torture répond à une politique de l'État<sup>212</sup>. Andrés Guzmán, commissaire présidentiel aux droits de l'homme et à la liberté d'expression, dément les allégations de torture<sup>213</sup>.

Parmi les détenus particulièrement à risque de mauvais traitements figurent les femmes transgenres, les lesbiennes et les personnes ayant eu un conflit avec la police dans le passé<sup>214</sup>. Des médias rapportent que la population LGBT en prison subit des mauvais traitements relatifs à l'orientation sexuelle et l'identité de genre ainsi que diverses formes de torture. Des femmes trans ont été contraintes de changer leur expression de genre et ont été incarcérées avec des hommes, ce qui les expose à des violences sexuelles et physiques commises par des co-détenus. Ces problèmes s'inscrivent dans un recul institutionnel par rapport aux droits de cette population<sup>215</sup>. Différentes

<sup>202</sup> ARTE, 02/05/2025, [url](#) ; La Prensa Gráfica, 26/07/2024, [url](#)

<sup>203</sup> OUDH, 12/05/2025, p. 48, [url](#) ; Revista Raya, 11/05/2025, [url](#) ; AP, 27/03/2025, [url](#) ; Freedom House, 03/03/2025, [url](#) ; DPLF et al., 11/2024, p. 14, [url](#) ; Cristosal, 10/07/2024, [url](#) ; think-tank salvadorien, entretien, San Salvador, 18/03/2024 ; ReVista, 21/02/2024, [url](#) ; IACHR, 28/06/2024, pp. 560-569, [url](#) ; InSight Crime, 12/2023, p. 44, [url](#)

<sup>204</sup> Zepeda I., avocate pour l'ASDEHU, entretien, San Salvador, 19/03/2024

<sup>205</sup> Cruz I., porte-parole du COFAPPES, entretien, San Salvador, 15/03/2024

<sup>206</sup> AI, 04/2025, p. 159, [url](#) ; DPLF et al., 28/07/2023, p. 11, [url](#) ; Cristosal, 12/05/2023, p. 20, [url](#)

<sup>207</sup> Banco Mundial, 28/04/2025, p. 60, [url](#) ; AP, 27/03/2025, [url](#) ; HRW, 13/03/2025, [url](#) ; FT, 13/01/2025, [url](#)

<sup>208</sup> HRW, Cristosal, 07/12/2022, [url](#) ; AI, 02/06/2022, [url](#)

<sup>209</sup> FESPAD et al., 27/03/2025, p. 32, [url](#)

<sup>210</sup> Le Grand continent, 06/05/2025, [url](#) ; AI, 04/2025, p. 160, [url](#)

<sup>211</sup> AI, 04/2025, p. 159, [url](#) ; AI, 20/12/2024, [url](#) ; DPLF et al., 11/2024, pp. 21-23, [url](#) ; InSight Crime, 12/2023, p. 32, [url](#)

<sup>212</sup> OUDH, 12/05/2025, pp. 66-67, [url](#) ; ARTE, 02/05/2025, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 32, [url](#) ; Supreme Court, 19/03/2025, pp. 8-11, [url](#) ; The Conversation, 17/03/2025, [url](#) ; AI, 20/12/2024, [url](#) ; DPLF et al., 11/2024, pp. 26-27, [url](#) ; IACHR, 28/06/2024, pp. 560-569, [url](#) ; AI, 20/12/2024, [url](#) ; Cristosal, 10/07/2024, [url](#) ; InSight Crime, 12/2023, p. 4, [url](#) ; AJ, 26/07/2023, [url](#) ; El Faro, 07/06/2023, [url](#) ; Cristosal, 12/05/2023, pp. 35-37, [url](#) ; PL, 28/04/2023, [url](#) ; The New York Times, 09/04/2023, [url](#) ; AJ, 27/03/2023, [url](#) ; El País, 26/03/2023, [url](#) ; AP, 22/03/2023, [url](#) ; Americas Quarterly, 21/03/2023, [url](#) ; El País, 17/03/2023, [url](#)

<sup>213</sup> PL, 17/11/2023, [url](#)

<sup>214</sup> Cristosal, 12/05/2023, p. 49, [url](#) ; El Faro, 07/06/2023, [url](#)

<sup>215</sup> IACHR, 28/06/2024, pp. 560-569, [url](#) ; Linares M., directrice exécutive d'ARCOIRIS TRANS-ASPIDH, entretien, San Salvador, 20/03/2024

formes de violences sexuelles envers des détenues perpétrées par des gardes et d'autres détenus ont été documentées<sup>216</sup>.

Les conditions de détention entraînent de nombreux décès, y compris de bébés et de personnes pour qui un ordre judiciaire de remise en liberté avait été émis mais pas exécuté<sup>217</sup>. Des ONG dénombrent 415 personnes décédées en détention depuis l'instauration de l'état d'urgence<sup>218</sup>. Certains détenus sont ensevelis dans des fosses communes sans que la famille n'en soit avertie<sup>219</sup>. Andrés Guzmán nie que des détenus soient morts des suites de négligence ou de mauvais traitements, ou à un taux plus élevé que la population civile<sup>220</sup>. Le procureur de la République, Rodolfo Delgado, a déclaré en juin 2023 qu'un peu plus de 140 enquêtes relatives aux décès en détention ont abouti au constat de soucis de santé préexistants ou d'une mort naturelle<sup>221</sup>. Les membres de la famille évitent de dénoncer ou même de parler de ces décès par peur de représailles<sup>222</sup>.

#### 4.2.4. Lieux de détention

Les détenus sont répartis dans plusieurs établissements pénitentiaires du pays, parmi lesquels le nouveau CECOT, les prisons d'Apanteos, d'Ilopango, d'Izalco, de la Mariona (aussi appelée La Esperanza), de Quezaltepeque, de Santa Ana ou encore de Zacatecoluca<sup>223</sup>. Le WOLA indique que les personnes arrêtées au cours de l'état d'urgence sont concentrées dans deux ou trois centres, sans explicitement préciser lesquels<sup>224</sup>.

#### 4.2.5. Remises en liberté

Les autorités reconnaissent une marge d'erreur dans les détentions massives, qu'elles tentent de rectifier via un processus de remise en liberté<sup>225</sup>.

D'après le ministre de la Sécurité Villatoro, les autorités ont libéré 8.400<sup>226</sup> personnes parmi celles arrêtées au cours de l'état d'urgence. Pour environ un tiers d'entre elles, cette remise en liberté intervient après plus d'un an de détention<sup>227</sup>. Le Movimiento de Víctimas del Régimen de Excepción (MOVIR), quant à lui, estimait en mars 2024 qu'environ 10.000 personnes avaient été libérées sous conditions<sup>228</sup>.

Toutefois, dans 94,4 % des cas, la remise en liberté s'accompagne de mesures alternatives à la détention provisoire. Cela signifie que les personnes libérées restent, sauf exception, inculpées et que leur procès pénal reste ouvert. Les conditions assorties peuvent comprendre : signer un registre dans un centre judiciaire, respecter des restrictions à la liberté de mouvement (ne pas quitter le pays ni

<sup>216</sup> IACHR, 28/06/2024, pp. 560-569, [url](#)

<sup>217</sup> AI, 04/2025, p. 160, [url](#) ; AP, 27/03/2025, [url](#) ; Supreme Court, 19/03/2025, p. 11, [url](#) ; Freedom House, 03/03/2025, [url](#) ; AI, 20/12/2024, [url](#) ; IACHR, 28/06/2024, pp. 560-569, [url](#) ; Cristosal, 10/07/2024, [url](#)

<sup>218</sup> EFE, 29/05/2025, [url](#)

<sup>219</sup> The Conversation, 17/03/2025, [url](#) ; Cristosal, 10/07/2024, [url](#)

<sup>220</sup> New York Times, 01/05/2025, [url](#)

<sup>221</sup> Supreme Court, 19/03/2025, p. 14, [url](#) ; HRW, 16/01/2025, [url](#)

<sup>222</sup> Cristosal, 10/07/2024, [url](#)

<sup>223</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#) ; El Grand Continent, 03/05/2025, [url](#) ; ARTE, 02/05/2025, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 39, [url](#) ; Time, 29/08/2024, [url](#)

<sup>224</sup> WOLA, 27/03/2025, [url](#)

<sup>225</sup> Le Grand continent, 06/05/2025, [url](#) ; ARTE, 02/05/2025, [url](#) ; Time, 29/08/2024, [url](#) ; ReVista, 21/02/2024, [url](#)

<sup>226</sup> BBC, 22/05/2025, [url](#)

<sup>227</sup> FESPAD et al., 27/03/2025, p. 51, [url](#)

<sup>228</sup> FESPAD et al., 27/03/2025, p. 22, [url](#)

déménager sans avis préalable) ou encore s'abstenir de se réunir (avec des personnes inculpées pour appartenance à des groupes illicites)<sup>229</sup>.

Suite à leur remise en liberté, de nombreux ex-détenus se font harceler et menacer par des agents de sécurité. Parfois, ils sont à nouveau arrêtés dès leur sortie<sup>230</sup>.

Rares sont les requêtes de remise en liberté qui sont fructueuses<sup>231</sup>. De plus, dans bien des cas, les ordres judiciaires de remise en liberté ne sont pas effectifs ou accusent du retard (se comptant en semaines ou en mois)<sup>232</sup>.

Le journal indépendant La Prensa Gráfica pointe en 2023 le caractère arbitraire des remises en liberté car, selon les autorités, 31 % des détenus libérés sont liés à des gangs, parfois à un niveau élevé<sup>233</sup>.

### 4.3. Sanctions des abus

Il arrive que des policiers ou des militaires qui ont commis des abus soient sanctionnés. A titre d'exemple, au moins à huit reprises au cours de l'état d'urgence, des policiers ont été arrêtés pour des délits présumés d'extorsion<sup>234</sup>. Des médias rapportent par exemple aussi la condamnation, le 30 avril 2025, d'un policier à 25 ans de prison pour extorsion et abus de pouvoir<sup>235</sup>.

De nombreuses sources signalent que ces sanctions sont rares, ce qui conduit à une situation de relative impunité<sup>236</sup>. La DPLF appelle à enquêter afin de déterminer si les abus commis par les autorités sont le fait d'individus ou répondent, au contraire, à une politique de l'État<sup>237</sup>.

<sup>229</sup> ARTE, 02/05/2025, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, pp. 76-77, [url](#) ; InSight Crime, 28/11/2023, [url](#) ; DW, 29/08/2023, [url](#) ; El País, 26/03/2023, [url](#) ; HRW, 27/01/2023, [url](#)

<sup>230</sup> Revista Raya, 11/05/2025, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 23, p. 76, [url](#) ; El Faro, 03/03/2025, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 23, [url](#) ; El País, 04/09/2024, [url](#) ; Cristosal, 03/2024, p. 12, pp. 14-18, [url](#) ; El Faro, 07/06/2023, [url](#) ; Cristosal, 12/05/2023, pp. 24-25, [url](#)

<sup>231</sup> El Faro, 07/06/2023, [url](#)

<sup>232</sup> RTVE, 31/03/2025, [url](#) ; FESPAD et al., 27/03/2025, p. 23, [url](#) ; AI, 20/12/2024, [url](#) ; DPLF et al, 11/2024, p. 15, [url](#) ; Palacios A., directeur de communication auprès du SJH, entretien, San Salvador, 12/03/2024

<sup>233</sup> La Prensa Gráfica, 23/10/2023, [url](#)

<sup>234</sup> GI-TOC, 07/2024, p. 7, [url](#)

<sup>235</sup> Le Grand continent, 06/05/2025, [url](#) ; El Salvador.com, 30/04/2025, [url](#)

<sup>236</sup> Freedom House, 03/03/2025, [url](#) ; HRW, 16/01/2025, [url](#) ; AI, 20/12/2024, [url](#) ; Boerman T., Montgomery T., 08/2024, pp. 7-8, [url](#) ; GI-TOC, 07/2024, pp. 6-7, [url](#) ; AI, 12/2023, pp. 39-40, [url](#)

<sup>237</sup> DPLF, 03/2024, [url](#)

## Bibliographie

### Sources orales

Colocho G., membre de la Mesa por el derecho a Defender Derechos (MDDD), entretien, San Salvador, 15/03/2024

Cruz I., porte-parole du Comité de Familiares de Presos y Presas Politicos de El Salvador (COFAPPES), entretien, San Salvador, 15/03/2024

Directeur exécutif d'une association de défense des droits humains, entretien, San Salvador, 14/03/2024, identité non communiquée pour garantir la sécurité de cette source

Ex-membre de gang repent et actif dans la reconversion au christianisme et la réintégration professionnelle d'anciens membres de gang, entretien, San Salvador, 12/03/2024, identité non communiquée pour garantir la sécurité de cette source

Fundación de Estudios para la Aplicación del Derecho (FESPAD), entretien, San Salvador, 20/03/2024

Fundación Para el Debido Proceso (Due Process of Law Foundation, DPLF), entretien, San Salvador, 14/03/2024

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), entretien, San Salvador, 08/03/2024

Hernández W., directeur exécutif de l'Asociación Entre Amigos, entretien, San Salvador, 20/03/2024

Labrador G., journaliste et porte-parole de l'Asociación de Periodistas de El Salvador (APES), entretien, San Salvador, 13/03/2024

Linares M., directrice exécutive d'ARCOIRIS TRANS-Asociación Solidaria Para Impulsar el Desarrollo Humano (ASPIDH), entretien, San Salvador, 20/03/2024

Montti R., directrice d'enquête sur les droits humains auprès de Cristosal, entretien, San Salvador, 11/03/2024

Palacios A., directeur de communication auprès du Socorro Jurídico Humanitario (SJH), entretien, San Salvador, 12/03/2024

Ramírez S., fondateur et coordinateur du Movimiento de Víctimas del Régimen de Excepción (MOVIR), entretien, San Salvador, 11/03/2024

Reyes M., fondateur du Movimiento de Trabajadores de la Policía (MTP), entretien, San Salvador, 12/03/2024

Rodríguez B., directrice exécutive de l'Asociación Comunicando y Capacitando a Mujeres Trans COMCAVIS-TRANS, entretien, San Salvador, 20/03/2024

Santos G., directrice exécutive de l'Instituto de Derechos Humanos de la Universidad Centroamericana José Simeón Cañas (IDHUCA), entretien, San Salvador, 18/03/2024

Servicio Social Pasionista (SSPAS), entretien, San Salvador, 13/03/2024

Think-tank salvadorien, entretien, San Salvador, 18/03/2024, identité non communiquée pour garantir la sécurité de cette source

Zepeda I., avocate pour l'Asociación Salvadoreña para los Derechos Humanos (ASDEHU), entretien, San Salvador, 19/03/2024

## Sources écrites et audiovisuelles

Agence France-Presse (AFP) via France 24, *Bukele despliega 4.000 militares y policías en busca de pandilleros en El Salvador*, 12/10/2023, <https://www.france24.com/es/minuto-a-minuto/20231011-bukele-despliega-4-000-militares-y-polic%C3%ADas-en-busca-de-pandilleros-en-el-salvador> [consulté le 13/11/2023]

Alharaca, *La violencia estatal se ha convertido en una de las principales causas del desplazamiento interno en El Salvador*, 05/05/2025, <https://www.alharaca.sv/democracia/la-violencia-estatal-se-ha-convertido-en-una-de-las-principales-causas-del-desplazamiento-interno-en-el-salvador/> [consulté le 20/05/2025]

Americas Quarterly, *Countering El Salvador's Democratic Backsliding*, 21/03/2023, <https://www.americasquarterly.org/article/countering-el-salvadors-democratic-backsliding/> [consulté le 28/03/2023]

Americas Quarterly, *Is There a Real-World Alternative to Bukele on Crime?*, 09/10/2024, <https://www.americasquarterly.org/article/is-there-a-real-world-alternative-to-bukele-on-crime/> [consulté le 29/04/2025]

Amnesty International (AI), *Behind the veil of popularity : Repression and regression of human rights in El Salvador*, 12/2023, <https://www.amnesty.org/es/wp-content/uploads/2024/01/AMR2974232023ENGLISH.pdf> [consulté le 12/05/2025]

Amnesty International (AI), *Des modifications de la législation pénale aggravent les atteintes aux droits fondamentaux des enfants et des adolescent.e-s*, 27/02/2025, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2025/02/el-salvador-criminal-law-reforms-exacerbate-human-rights-violations-against-children-and-adolescents/> [consulté le 08/05/2025]

Amnesty International (AI), *El Salvador: A thousand days into the state of emergency. "Security" at the expense of human rights*, 20/12/2024, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2024/12/el-salvador-mil-dias-regimen-excepcion-modelo-seguridad-a-costa-derechos-humanos/> [consulté le 03/04/2025]

Amnesty International (AI), *El Salvador: Government deepens authoritarian pattern in the face of social discontent*, 20/05/2025, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2025/05/el-salvador-gobierno-profundiza-patron-autoritario-frente-al-descontento-social/> [consulté le 10/06/2025]

Amnesty International (AI), *President Bukele Engulfs El Salvador in a Human Rights Crisis After Three Years in Government*, 02/06/2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/06/el-salvador-president-bukele-human-rights-crisis/> [consulté le 13/03/2023]

Amnesty International (AI), *Take action to support defenders of justice under attack in Central America*, 08/09/2023, <https://amnesty.ca/activism-guide/take-action-to-support-defenders-of-justice-under-attack-in-central-america/> [consulté le 23/11/2023]

Amnesty International (AI), *The State Of The World's Human Rights*, 04/2025, <https://www.amnestyusa.org/wp-content/uploads/2025/04/The-State-of-the-Worlds-Human-Rights-April-2025.pdf> [consulté le 05/05/2025]

Amnistía Internacional (AI), *El Salvador: el costo de la popularidad de Bukele* [video], 03/02/2024, [https://www.youtube.com/watch?v=GSUaEL\\_66yw&t=71s](https://www.youtube.com/watch?v=GSUaEL_66yw&t=71s) [consulté le 04/04/2025]

ARTE, *Salvador : un modèle qui dérange* [video], 02/05/2025, <https://www.arte.tv/fr/videos/124829-000-A/salvador-un-modele-qui-derange/> [consulté le 09/05/2025]

ARTE, *Salvador : vivre sous Bukele* [video], 04/02/2023, <https://www.arte.tv/fr/videos/030273-895-A/arte-reportage/> [consulté le 17/02/2023]

Asociación de Periodistas de El Salvador (APES), *Informe sobre la Libertad de Prensa en El Salvador 2024. El periodismo en asedio permanente*, 05/2025, [https://apes.org.sv/wp-content/uploads/2025/05/Informe\\_LPES\\_2024\\_1.pdf](https://apes.org.sv/wp-content/uploads/2025/05/Informe_LPES_2024_1.pdf) [consulté le 08/05/2025]

Assemblée législative, *Décret N° 339*, 30/03/2023, <https://www.asamblea.gob.sv/sites/default/files/documents/decretos/DEFEE597-6A3F-4B36-A16E-897F128BC1D6.pdf> [consulté le 23/11/2023]

- Assemblée législative, *Décret N° 341*, 30/03/2022, <https://www.asamblea.gob.sv/sites/default/files/documents/decretos/18515D69-2D5C-45DF-8B87-7D45156FAA97.pdf> [consulté le 23/11/2023]
- Assemblée législative, *Décret N° 342*, 30/03/2022, <https://www.asamblea.gob.sv/sites/default/files/documents/decretos/F206BC53-441C-4D71-93FF-FCEF3C15FC89.pdf> [consulté le 23/11/2023]
- Assemblée législative, *Décret N° 343*, 30/03/2022, <https://www.asamblea.gob.sv/sites/default/files/documents/decretos/1383BA5D-C84A-40C5-8937-A0476401259F.pdf> [consulté le 23/11/2023]
- Assemblée législative, *Décret N° 803*, 26/07/2023, <https://www.asamblea.gob.sv/sites/default/files/documents/decretos/C863822E-F7A1-4719-A529-590B7515C918.pdf> [consulté le 28/11/2023]
- Assemblée législative, *Décret N° 804*, 26/07/2023, <https://www.asamblea.gob.sv/sites/default/files/documents/decretos/0CBE8C0B-4990-48C8-8EA6-6B867885D69E.pdf> [consulté le 28/11/2023]
- Assemblée législative, *Ley de Agentes Extranjeros busca transparentar uso de fondos provenientes del exterior*, 21/05/2025, <https://www.asamblea.gob.sv/node/13572> [consulté le 10/06/2025]
- Associated Press (AP), *El Salvador se acerca a año y medio en excepción por la política de mano dura de Bukele*, 13/09/2023, <https://apnews.com/world-news/general-news-936dcb7608aa1b172e2038c92d93c19> [consulté le 13/11/2023]
- Associated Press (AP), *El Salvador: 66.417 presos, 5.802 víctimas de abuso en 1 año*, 28/03/2023 <https://apnews.com/article/6886038355123c28d591e0eeb03b9197> [consulté le 31/03/2023]
- Associated Press (AP), *Seis crímenes en marzo, pero 8.000 inocentes fueron a prisión. El Salvador lleva 3 años en excepción*, 27/03/2025, <https://apnews.com/article/el-salvador-estado-de-excepcion-regimen-tres-anos-2022-asesinatos-bukele-8413076bad6de8f1d8ea20976c5a3332> [consulté le 03/04/2025]
- Associated Press (AP), *War on gangs forges new El Salvador. But the price is steep*, 22/03/2023, <https://apnews.com/article/el-salvador-gangs-crackdown-bukele-8f55ead6d5933e634a20b671ac25ca92> [consulté le 28/03/2023]
- Banco Mundial, *Crimen organizado y violencia en América Latina y el Caribe*, 28/04/2025, <https://reliefweb.int/report/haiti/informe-economico-america-latina-y-el-caribe-abril-2025-crimen-organizado-y-violencia-en-america-latina-y-el-caribe> [consulté le 16/05/2025]
- BBC, *"Antes estábamos sitiados": los barrios de El Salvador que se reencuentran tras la "desaparición" de las pandillas por la guerra de Bukele*, 27/03/2023, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-65059584> [consulté le 21/08/2023]
- BBC, *MS-13 y Barrio 18: qué queda de las maras en El Salvador después de más de 3 años de régimen de excepción de Bukele*, 22/05/2025, <https://www.bbc.com/mundo/articles/czdyvp18njqo> [consulté le 21/05/2025]
- Bertelsmann Stiftung, *BTI 2024 Country Report. El Salvador, 2024*, [https://bti-project.org/fileadmin/api/content/en/downloads/reports/country\\_report\\_2024\\_SLV.pdf](https://bti-project.org/fileadmin/api/content/en/downloads/reports/country_report_2024_SLV.pdf) [consulté le 08/05/2025]
- Boerman T., Montgomery T., *Intentional Injustice: Destroying the Rule of Law in El Salvador*, 08/2024, [https://ilas.columbia.edu/sites/default/files/content/CeMeCA\\_Paper12%20FINAL%20\(1\).pdf](https://ilas.columbia.edu/sites/default/files/content/CeMeCA_Paper12%20FINAL%20(1).pdf) [consulté le 19/05/2025]
- Caracol, *"En varios países de América Latina Bukele está seduciendo a la derecha"*, 10/03/2023, <https://caracol.com.co/2023/03/10/en-varios-paises-de-america-latina-bukele-esta-seduciendo-a-la-derecha/> [consulté le 13/03/2023]
- Carnegie Endowment for International Peace, *El Salvador's "State of Exception" Makes Women Collateral Damage*, 04/05/2023, <https://carnegieendowment.org/2023/05/04/el-salvador-s-state-of-exception-makes-women-collateral-damage-pub-89686> [consulté le 23/11/2023]

- Center for Strategic & International Studies (CSIS), *Constraining States of Exception*, 08/06/2023, <https://www.csis.org/analysis/constraining-states-exception> [consulté le 20/11/2023]
- CNN, *Aprueban en El Salvador la Ley de Agentes Extranjeros propuesta por Bukele tras protesta cerca de su casa*, 20/05/2025, <https://cnnspanol.cnn.com/2025/05/20/latinoamerica/diputados-salvador-ley-impuesto-recursos-ong-orix> [consulté le 10/06/2025]
- CNN, *El régimen de excepción de El Salvador cumplirá tres años de vigencia tras nueva prórroga*, 04/03/2025, <https://cnnspanol.cnn.com/2025/03/04/latinoamerica/regimen-excepcion-el-salvador-tres-anos-prorroga-orix> [consulté le 19/05/2025]
- Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH), *CIDH llama a El Salvador a restablecer los derechos y garantías suspendidos hace un año por el régimen de excepción*, 06/04/2023, <https://www.oas.org/es/CIDH/jsForm/?File=/es/cidh/prensa/comunicados/2023/058.asp> [consulté le 18/08/2023]
- Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH), *Informe Anual de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos 2023*, 06/12/2023, [https://www.oas.org/es/cidh/expresion/informes/IA2023%20RELE\\_ES.pdf](https://www.oas.org/es/cidh/expresion/informes/IA2023%20RELE_ES.pdf) [consulté le 10/05/2025]
- Comité contre la torture, *Observations finales concernant le troisième rapport périodique d'El Salvador*, 19/12/2022, <https://docstore.ohchr.org/SelfServices/FilesHandler.ashx?enc=6QkG1d%2FPPrICAqhKb7yhsiNBKo31OoMkOxDMp1ZNR5tRUwkFx%2BPgAJQ6ebCpx2hpyykvQU0wAlLuzfCj8IaaTDolIBfkhmsQXjwAXOF3e8gk0%2F6fyt%2BhVzxRjX5cAX9> [consulté le 08/09/2023]
- Committee to Protect Journalists (CPJ), *A "culture of silence" threatens press freedom under El Salvador President Bukele*, 11/10/2024, <https://cpj.org/2024/10/a-culture-of-silence-threatens-press-freedom-under-el-salvador-president-bukele/> [consulté le 06/05/2025]
- Cristosal et al., *El modelo Bukele : Seguridad sin derechos humanos, El Salvador a dos años de régimen de excepción*, 04/2024, <https://www.uca.edu.sv/idhuca/wp-content/uploads/Informe-r%C3%A9gimen-de-excepci%C3%B3n-2024.pdf> [consulté le 03/04/2025]
- Cristosal, *Actualización de casos sobre violaciones a derechos humanos en el marco del régimen de excepción en El Salvador*, 18/10/2023, <https://cristosal.org/ES/actualizacion-de-casos-sobre-violaciones-a-derechos-humanos-en-el-marco-del-regimen-de-excepcion-en-el-salvador/> [consulté le 10/11/2023]
- Cristosal, *Análisis preliminar Reformas al sistema penal aprobadas el 30 de marzo de 2022 por la Asamblea Legislativa*, 04/2022, <https://enfoca.org/web/wp-content/uploads/2022/04/Ana%CC%81lisis-de-las-reformas-penales.pdf> [consulté le 30/11/2023]
- Cristosal, *El Salvador Elections: Militarization and Fear*, 03/2024, <https://cristosal.org/EN/wp-content/uploads/2024/03/English-Elections-2024-El-Salvador.pdf> [consulté le 02/06/2025]
- Cristosal, *La excepción se volvió la norma. Una mirada a las reformas penales y su impacto en las garantías ciudadanas*, 10/2023, <https://cristosal.org/ES/la-excepcion-se-volvio-la-norma-una-mirada-a-las-reformas-penales-y-su-impacto-en-las-garantias-ciudadanas/> [consulté le 27/11/2023]
- Cristosal, *One Year under the State of Exception : A Permanent a Measure of Repression and Human Rights Violations, Situation Report: March 27, 2022 - March 27, 2023*, 12/05/2023, <https://cristosal.org/EN/wp-content/uploads/2023/08/One-year-under-the-state-of-exception-1.pdf> [consulté le 23/06/2023]
- Cristosal, *Reporte sobre el estado de la transparencia: La instauración de la opacidad*, 01/2024, [Reporte-sobre-el-estado-de-la-transparencia-enero-2024.pdf](https://cristosal.org/ES/reportes/Reporte-sobre-el-estado-de-la-transparencia-enero-2024.pdf) [consulté le 16/05/2025]
- Cristosal, *Silence is not an option. Executive Summary*, 10/07/2024, <https://cristosal.org/EN/2024/07/10/silence-is-not-an-option-executive-summary/> [consulté le 10/05/2025]
- Cronio, *Condenan a 20 años de prisión a dos extorsionistas en Cuscatlán*, 12/05/2025, <https://croniosv.com/nacionales/judicial/condenan-a-20-anos-de-prision-a-dos-extorsionistas-en-cuscatlan/> [consulté le 16/05/2025]

Democratic Erosion Consortium (DEC), *Nayib Bukele and the Quiet Dismantling of Salvadoran Democracy*, 18/04/2025, <https://democratic-erosion.org/2025/04/18/nayib-bukele-and-the-quiet-dismantling-of-salvadoran-democracy/> [consulté le 28/04/2025]

Deutsche Welle (DW), *Dos años del CECOT, el emblema de la mano dura de Bukele*, 06/02/2025, <https://www.dw.com/es/dos-a%C3%B1os-del-cecot-el-emblema-de-la-mano-dura-de-nayib-bukele/a-71532537> [consulté le 02/06/2025]

Deutsche Welle (DW), *Dos mil soldados y policías "cercan" barrio en San Salvador*, 29/10/2024, <https://www.dw.com/es/dos-mil-soldados-y-polic%C3%ADas-cercan-barrio-en-san-salvador/a-70624063> [consulté le 26/05/2025]

Deutsche Welle (DW), *El Salvador establece otro cerco militar contra las maras*, 24/12/2022, <https://www.dw.com/es/el-salvador-establece-otro-cerco-militar-para-luchar-contra-las-maras/a-64207312> [consulté le 23/08/2023]

Deutsche welle (DW), *El Salvador y sus siete mil familias sin reparación*, 29/08/2023, <https://www.dw.com/es/el-salvador-y-sus-siete-mil-familias-sin-reparaci%C3%B3n/a-66655048> [consulté le 17/11/2023]

Deutsche welle (DW), *Policía de El Salvador captura a más agentes por extorsión*, 13/08/2023, <https://www.dw.com/es/polic%C3%ADa-de-el-salvador-captura-a-m%C3%A1s-agentes-por-extorsi%C3%B3n/a-66519612> [consulté le 11/09/2023]

Diario Co Latino, *3 años de "excepcionalidad"*, 28/03/2025, <https://www.diariocolatino.com/wp-content/uploads/2025/03/Edicion-28-de-marzo-de-2025-7.pdf> [consulté le 03/04/2025]

Diario El Mundo, *El perfil de las personas detenidas arbitrariamente en régimen de excepción, según Cristosal*, 17/06/2022, <https://diario.elmundo.sv/politica/el-perfil-de-las-personas-detenido-arbitrariamente-en-regimen-de-excepcion-segun-cristosal> [consulté le 30/03/2023]

Diario El Salvador, *Extorsionista que exigía \$100 mensuales en Santa Tecla es condenado a 10 años de prisión*, 16/05/2025, <https://diarioelsalvador.com/extorsionista-que-exigia-100-mensuales-en-santa-tecla-es-condenado-a-10-anos-de-prision/654788/> [consulté le 16/05/2025]

Diario El Salvador, *Las extorsiones fueron reducidas en 51 % en el último año*, 11/01/2025, <https://diarioelsalvador.com/las-extorsiones-fueron-reducidas-en-51-en-el-ultimo-ano/611460/> [consulté le 16/05/2025]

Diario La Huella, *Extorsionista de La Paz es condenado a 20 años de prisión*, 30/04/2025, <https://diariolahuella.com/extorsionista-de-la-paz-es-condenado-a-20-anos-de-prision/> [consulté le 16/05/2025]

Divergentes, *BUKELE CARCELARIO de Trump en el Guantánamo de El Salvador* [video], 21/03/2025, <https://www.youtube.com/watch?v=iWRqERI57Yk> [consulté le 26/03/2025]

Divergentes, *Con la caída de Quijano, Estados Unidos valida denuncias de prensa salvadoreña sobre pactos con maras*, 29/05/2025, [https://www.divergentes.com/caida-de-quijsano-eeuu-valida-denuncias-bukele-pactos-con-maras/?utm\\_source=Divergentes&utm\\_campaign=45bf4412f7-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2025\\_05\\_31\\_04\\_39&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_-45bf4412f7-564474566](https://www.divergentes.com/caida-de-quijsano-eeuu-valida-denuncias-bukele-pactos-con-maras/?utm_source=Divergentes&utm_campaign=45bf4412f7-EMAIL_CAMPAIGN_2025_05_31_04_39&utm_medium=email&utm_term=0_-45bf4412f7-564474566) [consulté le 02/06/2025]

Due Process of Law Foundation (DPLF), *Are crimes against humanity being committed in El Salvador's "War on Gangs"?*, 03/2024, [https://dplf.org/en/wp-content/uploads/2024/12/2024\\_-\\_el\\_salvador\\_crimes\\_against\\_humanity.pdf](https://dplf.org/en/wp-content/uploads/2024/12/2024_-_el_salvador_crimes_against_humanity.pdf) [consulté le 15/05/2025]

Economis, *El Salvador: a 500 días del inicio del régimen de excepción de Bukele*, 12/08/2023, <https://economis.com.ar/el-salvador-a-500-dias-del-inicio-del-regimen-de-excepcion-de-bukele/#gsc.tab=0> [consulté le 17/08/2023]

EFE, *A 3 años del régimen de excepción en El Salvador: ONG calculan al menos 415 muertes en cárceles*, 29/05/2025, <https://www.elfinanciero.com.mx/mundo/2025/05/29/a-3-anos-del-regimen-de-excepcion-en-el-salvador-ong-calculan-al-menos-415-muertes-en-carceles/> [consulté le 02/06/2025]

- EFE, *Salvadoran cops forced to meet arrest quotas, police officer says*, 27/07/2023, <https://efe.com/en/latest-news/2023-07-28/salvadoran-cops-forced-to-meet-arrest-quotas-police-officer-says/> [consulté le 16/11/2023]
- EFE via Divergentes, *El régimen de excepción de Bukele acumula más de 71 mil detenciones en El Salvador*, 24/07/2023, <https://www.divergentes.com/regimen-de-excepcion-de-bukele-acumula-mas-de-71-mil-detenciones/> [consulté le 17/08/2023]
- EFE via Prensa Libre, *Bukele dice que El Salvador no es rentable para las oenegé si no hay muertos, extorsión y sangre*, 02/05/2025, <https://www.prensalibre.com/internacional/nayib-bukele-dice-que-el-salvador-no-es-rentable-para-las-oenegé-de-dd-hh-si-no-hay-muertos-extorsion-y-sangre/> [consulté le 16/05/2025]
- EFE via Swiss Info (SWI), *Cerca de 7.000 víctimas del régimen de excepción en El Salvador en 3 años, denuncian ONG*, 26/03/2025, <https://www.swissinfo.ch/spa/cerca-de-7.000-v%C3%ADctimas-del-r%C3%A9gimen-de-excepci%C3%B3n-en-el-salvador-en-3-a%C3%B1os%2C-denuncian-ong/89070853> [consulté le 03/04/2025]
- EFE via Swiss Info (SWI), *Reformas penales en El Salvador buscan silenciar voces críticas, dice diputada opositora*, 25/07/2024, <https://www.swissinfo.ch/spa/reformas-penales-en-el-salvador-buscan-silenciar-voces-r%C3%ADticas,-dice-diputada-opositora/84890477> [consulté le 26/03/2025]
- El Faro, *"El policía me dijo: vas ir a conocer a quien te estaba extorsionando"*, 03/03/2025, <https://especiales.elfaro.net/es/testimonios/audios/27757/el-policia-me-dijo-vas-ir-a-conocer-a-quien-te-estaba-extorsionando> [consulté le 02/06/2025]
- El Faro, *"La Policía de Chalatenango me creó un perfil falso de pandillero en un mes."*, 07/11/2024, <https://especiales.elfaro.net/es/testimonios/audios/27613/la-policia-de-chalatenango-me-creo-un-perfil-falso-de-pandillero-en-un-mes> [consulté le 02/06/2025]
- El Faro, *"There is enough evidence for El Salvador to be tried for crimes against humanity"*, 07/06/2023, [https://elfaro.net/en/202306/el\\_salvador/26881/%E2%80%9CThere-is-enough-evidence-for-El-Salvador-to-be-tried-for-crimes-against-humanity%E2%80%9D.htm?utm\\_source=El+Faro\\_DB&utm\\_campaign=6d24b629fe-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2020\\_04\\_22\\_01\\_08\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_620365af5b-6d24b629fe-395127928](https://elfaro.net/en/202306/el_salvador/26881/%E2%80%9CThere-is-enough-evidence-for-El-Salvador-to-be-tried-for-crimes-against-humanity%E2%80%9D.htm?utm_source=El+Faro_DB&utm_campaign=6d24b629fe-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_620365af5b-6d24b629fe-395127928) [consulté le 11/08/2023]
- El Faro, *A Family with Nothing to Hide Flees from the State of Exception*, 22/03/2023, [https://elfaro.net/en/202303/el\\_salvador/26776/a-family-with-nothing-to-hide-flees-from-the-state-of-exception](https://elfaro.net/en/202303/el_salvador/26776/a-family-with-nothing-to-hide-flees-from-the-state-of-exception) [consulté le 01/09/2023]
- El Faro, *Bukele Government Dismantled Gang Presence in El Salvador*, 03/02/2023, [https://elfaro.net/en/202302/el\\_salvador/26694/Bukele-Government-Dismantled-Gang-Presence-in-El-Salvador.htm](https://elfaro.net/en/202302/el_salvador/26694/Bukele-Government-Dismantled-Gang-Presence-in-El-Salvador.htm) [consulté le 07/03/2023]
- El Faro, *Bukele's Pact with the Gangs Lasted Three Massacres*, 01/03/2023, [https://elfaro.net/en/202303/opinion/26745/El-Salvador?utm\\_source=El+Faro\\_EN+DB&utm\\_campaign=227c9a7d6f-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2020\\_04\\_22\\_01\\_08\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_3ec9190c89-227c9a7d6f-358932316](https://elfaro.net/en/202303/opinion/26745/El-Salvador?utm_source=El+Faro_EN+DB&utm_campaign=227c9a7d6f-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-227c9a7d6f-358932316) [consulté le 25/04/2023]
- El Faro, *Charli's Confessions: Interview with Gang Leader who Pacted with Nayib Bukele*, 02/05/2025, [https://elfaro.net/en/202515/ef\\_tv/27825/charli-s-confessions-interview-with-gang-leader-who-pacted-with-nayib-bukele](https://elfaro.net/en/202515/ef_tv/27825/charli-s-confessions-interview-with-gang-leader-who-pacted-with-nayib-bukele) [consulté le 16/05/2025]
- El Faro, *Criminal Investigation Found the Bukele Administration Hid Evidence of Negotiations with Gangs*, 23/08/2021, [https://elfaro.net/en/202108/el\\_salvador/25670/Criminal-Investigation-Found-the-Bukele-Administration-Hid-Evidence-of-Negotiations-with-Gangs.htm?utm\\_source=El%2BFaro\\_DB&utm\\_campaign=cb7420947d-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2020\\_04\\_22\\_01\\_08\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_620365af5b-cb7420947d-395127928](https://elfaro.net/en/202108/el_salvador/25670/Criminal-Investigation-Found-the-Bukele-Administration-Hid-Evidence-of-Negotiations-with-Gangs.htm?utm_source=El%2BFaro_DB&utm_campaign=cb7420947d-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_620365af5b-cb7420947d-395127928) [consulté le 03/04/2025]
- El Faro, *El Salvador Government Protection of MS-13 from Extradition Emerges in DOJ Indictment*, 28/02/2023, [https://elfaro.net/en/202302/el\\_salvador/26739/el-salvador-government-protection-of-ms-13-from-extradition-emerges-in-doj-indictment](https://elfaro.net/en/202302/el_salvador/26739/el-salvador-government-protection-of-ms-13-from-extradition-emerges-in-doj-indictment) [consulté le 21/04/2023]

- El Faro, *En el país de Bukele hay presos políticos*, 01/06/2025, <https://beta.elfaro.net/titulares/en-el-pais-de-bukele-hay-presos-politicos> [consulté le 09/06/2025]
- El Faro, *La Campanera ya no es de los pandilleros*, 06/03/2023, [https://elfaro.net/es/202303/ef\\_foto/26750/la-campanera-ya-no-es-de-los-pandilleros](https://elfaro.net/es/202303/ef_foto/26750/la-campanera-ya-no-es-de-los-pandilleros) [consulté le 09/03/2023]
- El Faro, *No Gangs, but No More Democracy*, 03/02/2023, <https://elfaro.net/en/202302/opinion/26697/No-Gangs-but-No-More-Democracy.htm> [consulté le 20/02/2023]
- El Faro, *Policía pidió investigar a militares del Estado Mayor por "detención ilegal" de un joven en el regimen*, 11/04/2023, [https://elfaro.net/es/202304/el\\_salvador/26800/policia-pidio-investigar-a-militares-del-estado-mayor-por-detencion-ilegal-de-un-joven-en-el-regimen](https://elfaro.net/es/202304/el_salvador/26800/policia-pidio-investigar-a-militares-del-estado-mayor-por-detencion-ilegal-de-un-joven-en-el-regimen) [consulté le 02/05/2023]
- El Faro, *Soldiers Arbitrarily Arrested and Tortured Eight Salvadoran Teens in Bajo Lempa*, 16/12/2022, [https://elfaro.net/en/202212/el\\_salvador/26617/Soldiers-Arbitrarily-Arrested-and-Tortured-Eight-Salvadoran-Teens-in-Bajo-Lempa.htm](https://elfaro.net/en/202212/el_salvador/26617/Soldiers-Arbitrarily-Arrested-and-Tortured-Eight-Salvadoran-Teens-in-Bajo-Lempa.htm) [consulté le 30/03/2023]
- El Faro, *Un año de régimen de excepción: se consolida un estado militar y policial*, 26/03/2023, [https://elfaro.net/es/202303/el\\_salvador/26785/Un-a%C3%B1o-de-r%C3%A9gimen-de-excepci%C3%B3n-se-consolida-un-estado-militar-y-policial.htm](https://elfaro.net/es/202303/el_salvador/26785/Un-a%C3%B1o-de-r%C3%A9gimen-de-excepci%C3%B3n-se-consolida-un-estado-militar-y-policial.htm) [consulté le 30/03/2023]
- El Grand Continent, *El Salvador: en el infierno de las cárceles, un espectáculo de la crueldad, una conversación con Lucas Menget*, 03/05/2025, <https://legrandcontinent.eu/es/2025/05/03/el-salvador-en-el-infierno-de-las-carceles-un-espectaculo-de-la-crueldad-una-conversacion-con-lucas-menget/> [consulté le 09/05/2025]
- El Mundo, *Bukele cerca con 7.000 soldados y 1.000 policías un departamento en El Salvador en busca de pandilleros*, 02/08/2023, <https://www.elmundo.es/internacional/2023/08/02/64c984bde85ece342f8b4599.html> [consulté le 30/11/2023]
- El Noticiero via Youtube, *Cerco San Marcos* [video], 29/10/2024, <https://www.youtube.com/watch?v=rcXUIYbyLBE> [consulté le 02/06/2025]
- El País, *"El Greñas," the MS-13 leader who may hold the key to Bukele and Trump's prison deal*, 24/03/2025, <https://english.elpais.com/internacional/2025-03-24/el-grenas-the-ms-13-leader-who-may-hold-the-key-to-bukele-and-trumps-prison-deal.html> [consulté le 29/04/2025]
- El País, *Bukele intensifies war on gangs: 2,000 more inmates transferred to 'biggest prison in all America'*, 17/03/2023, <https://english.elpais.com/internacional/2023-03-17/bukele-intensifies-war-on-gangs-2000-more-inmates-transferred-to-biggest-prison-in-all-america.html> [consulté le 29/04/2025]
- El País, *El director de la ONG perseguida por Bukele: "No es un ataque a una persona. Es un mensaje al movimiento por los derechos humanos."*, 22/05/2025, <https://elpais.com/america/2025-05-22/el-director-de-la-ong-perseguida-por-bukele-no-es-un-ataque-a-una-persona-es-un-mensaje-al-movimiento-por-los-derechos-humanos.html> [consulté le 22/05/2025]
- El País, *El Salvador: el infierno de los inocentes enviados a prisión por una llamada anónima*, 26/08/2023, <https://elpais.com/internacional/2023-08-26/el-salvador-el-infierno-de-los-inocentes-enviados-a-prision-por-una-llamada-anonima.html> [consulté le 19/10/2023]
- El País, *Los "falsos positivos" de Bukele: adolescentes acusados de pandilleros por un vídeo de 10 segundos*, 27/03/2025, <https://elpais.com/america/2025-03-27/los-falsos-positivos-de-bukele-adolescentes-acusados-de-pandilleros-por-un-video-de-10-segundos.html> [consulté le 09/06/2025]
- El País, *Mass trials in Bukele's El Salvador: Legal reform will allow hearings of up to 900 prisoners*, 28/07/2023, <https://english.elpais.com/internacional/2023-07-28/mass-trials-in-bukeles-el-salvador-legal-reform-will-allow-hearings-of-up-to-900-prisoners.html> [consulté le 08/08/2023]
- El País, *Nayib Bukele impone un nuevo cerco a las pandillas al movilizar a 7.000 militares en El Salvador*, 01/08/2023, <https://elpais.com/internacional/2023-08-01/nayib-bukele-impone-un-nuevo-cerco-a-las-pandillas-al-movilizar-a-7000-militares-en-el-salvador.html> [consulté le 08/08/2023]
- El País, *The rampant abuse in El Salvador's prisons: 'They beat him to death in the cell and dragged him out like an animal'*, 26/03/2023, <https://english.elpais.com/internacional/2023-03-26/the-rampant-abuse-in-el>

[salvadors-prisons-they-beat-him-to-death-in-the-cell-and-dragged-him-out-like-an-animal.html](#) [consulté le 28/03/2023]

El País, *Torturas y muertes violentas en prisión: la CIDH exige el fin del estado de excepción en El Salvador*, 04/09/2024, <https://elpais.com/america/2024-09-04/torturas-y-muertes-violentas-en-prision-la-cidh-exige-el-fin-del-estado-de-excepcion-en-el-salvador.html> [consulté le 02/06/2025]

El País, *Tres formas de desaparecer bajo el régimen de excepción de Nayib Bukele en El Salvador*, 12/08/2023, <https://elpais.com/internacional/2023-08-12/tres-formas-de-desaparecer-bajo-el-regimen-de-excepcion-de-nayib-bukele-en-el-salvador.html> [consulté le 18/08/2023]

El Salvador Now, *The state of exception has altered the causes of forced*, 20/03/2023, <https://www.elsalvadornow.org/2023/03/20/the-state-of-exception-has-altered-the-causes-of-forced-displacement-el-regimen-de-excepcion-altero-las-causas-del-desplazamiento-forzado/> [consulté le 13/11/2023]

El Salvador.com, *Capturan a aspirante a policía por presuntos vínculos con pandillas*, 25/04/2023, <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/ansp-pnc-policia-nacional-pandillas-accionar-de-las-colaboradores-vinculos-con/1056562/2023/> [consulté le 01/09/2023]

El Salvador.com, *"Ahora solo es un tuit donde dice: detengan a fulano": abogado de transportista*, 23/05/2025, <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/regimen-de-excepcion-juzgados-audiencias-transporte/1220919/2025/> [consulté le 26/05/2025]

El Salvador.com, *Colaboradoras de la MS fueron condenadas por extorsión en San Vicente*, 25/04/2025, <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/colaboradoras-ms-condenadas-extorsion/1214704/2025/> [consulté le 16/05/2025]

El Salvador.com, *Condenan a expolicia que amenazaba con crear perfiles falsos para realizar arrestos*, 30/04/2025, <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/expolicia-condenado-extorsion-amenazas/1215772/2025/> [consulté le 16/05/2025]

El Salvador.com, *Familiares piden libertad de hermanos capturados en cerco en San Marcos*, 01/11/2024, <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/regimen-de-excepcion-detenidos-policia-seguridad-publica-/1178726/2024/> [consulté le 26/05/2025]

El Salvador.com, *Instituciones son usadas para perseguir a defensores de derechos, afirman expertos*, 10/05/2025, <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/instituciones-son-usadas-para-perseguir-defensores-derechos-afirman-expertos/1218034/2025/> [consulté le 10/05/2025]

El Salvador.com, *Organizaciones ven menos atención a la ciudadanía y mayor represión en gestión de Bukele*, 30/05/2025, <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/organizaciones-ven-menos-atencion-a-ciudadania-y-mayor-represion-en-gestion-bukele/1222226/2025/> [consulté le 02/06/2025]

El Salvador.com, *Pandillero que exigía \$200 semanales a comerciante fue condenado en San Salvador*, 12/01/2025, <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/pandillas-pandillero-accionar-de-las-organizacion-pandilla-18-extorsion-extorsionista-extorsiones-terroristas-sentencias-condenatorias/1193290/2025/> [consulté le 16/05/2025]

El Salvador.com, *Pandilleros fueron condenados por extorsionar a comerciante en Santa Ana*, 03/05/2025, <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/pandilleros-condenados-extorsion-santa-ana/1216494/2025/> [consulté le 16/05/2025]

El Salvador.com, *Vamos insta a la FGR que investigue la liberación de líderes de pandillas*, 08/05/2025, <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/vamos-insta-a-fgr-que-investigue-liberacion-lideres-pandillas/1217720/2025/> [consulté le 10/05/2025]

Euronews, *El Congreso aprueba juicios colectivos para presuntos pandilleros*, 27/07/2023, <https://es.euronews.com/2023/07/27/el-salvador-el-congreso-aprueba-juicios-colectivos-para-presuntos-pandilleros> [consulté le 24/08/2023]

Factum, *¿Es este el fin de las pandillas? Una plática con Carlos Martínez, periodista de El Faro* [video], 27/03/2023, <https://www.revistafactum.com/regimen-1/> [consulté le 02/05/2023]

Financial Times, *How El Salvador became a model for the global far right*, 13/01/2025, <https://www.ft.com/content/99f09fcb-c13e-48dd-9658-18142f521d4f> [consulté le 08/05/2025]

Fiscalia General de la República (FGR), *FGR logra detención para imputados de una red de extorsionistas dirigida por extranjeros que operaban desde el exterior*, 24/03/2025, <https://www.fiscalia.gob.sv/fgr-logra-detencion-para-imputados-de-una-red-de-extorsionistas-dirigida-por-extranjeros-que-operaban-desde-el-exterior/> [consulté le 16/05/2025]

Fiscalia General de la República (FGR), *Fiscal General y Gabinete de Seguridad presentan balance 2024*, 06/01/2025, <https://www.fiscalia.gob.sv/fiscal-general-y-gabinete-de-seguridad-presentan-balance-2024/> [consulté le 21/05/2025]

Focos, *El régimen de excepción incrementó casos de desplazamiento forzado provocado por agentes estatales de seguridad*, 24/01/2023, <https://focostv.com/el-regimen-de-excepcion-incremento-casos-de-desplazamiento-forzado-provocado-por-agentes-estatales-de-seguridad/> [consulté le 21/08/2023]

Freedom House, *Freedom in the world 2025*, 03/03/2025, <https://freedomhouse.org/country/el-salvador/freedom-world/2025> [consulté le 06/05/2025]

Fuerza Armada (@FUERZARMADASV), *Dos mil soldados son desplegados [...]* [X post], 28/10/2024, <https://x.com/FUERZARMADASV/status/1850903864754717072> [consulté le 02/06/2025]

Fundación de Estudios para la Aplicación del Derecho (FESPAD) et al., *3 años del Régimen de Excepción. Tortura sistemática en las cárceles de El Salvador*, 27/03/2025, <https://drive.google.com/file/d/1hGhiwZjdWXGQCadI0Yva1Ab7-h0NdhI0/view> [consulté le 03/06/2025]

Fundación para el Debido Proceso (DPLF) et al., *Aportes para el Comité contra la Desaparición Forzada (CED) y el Grupo de trabajo sobre las desapariciones forzadas o involuntarias (WGEID) de Naciones Unidas sobre las desapariciones de corta duración*, 28/07/2023, [https://www.dplf.org/sites/default/files/contribuciones\\_a\\_desapariciones\\_de\\_corte\\_duracion\\_en\\_el\\_salvador.pdf](https://www.dplf.org/sites/default/files/contribuciones_a_desapariciones_de_corte_duracion_en_el_salvador.pdf) [consulté le 13/11/2023]

Fundación para el Debido Proceso (DPLF) et al., *Detenciones arbitrarias en el marco del estado de excepción en El Salvador*, 11/2024, <https://dplf.org/wp-content/uploads/2024/11/Detenciones-arbitrarias-en-el-marco-del-estado-de-excepcion-en-El-Salvador-DPLF-2024-Informe.pdf> [consulté le 02/06/2025]

Fundación para el Debido Proceso (DPLF) et al., *Muertes en cárceles durante el estado de excepción en El Salvador: presuntas ejecuciones extrajudiciales. Informe de organizaciones de sociedad civil ante el relator especial sobre ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias de Naciones Unidas*, 10/04/2023, [https://www.dplf.org/sites/default/files/muertes\\_en\\_carceles\\_durante\\_el\\_estado\\_de\\_excepcion\\_en\\_el\\_salvador\\_-\\_presuntas\\_ejecuciones\\_extrajudiciales\\_-\\_informe\\_a\\_relator\\_especial\\_de\\_naciones\\_unidas.pdf](https://www.dplf.org/sites/default/files/muertes_en_carceles_durante_el_estado_de_excepcion_en_el_salvador_-_presuntas_ejecuciones_extrajudiciales_-_informe_a_relator_especial_de_naciones_unidas.pdf) [consulté le 26/06/2023]

Fundación para el Debido Proceso (DPLF), *(In)debido proceso: Análisis de las reformas que acompañan el régimen de excepción en El Salvador, Derecho a la defensa y garantías procesales*, 08/2024, [https://dplf.org/wp-content/uploads/2024/08/informe\\_derecho\\_defensa\\_garantias\\_procesales\\_el\\_salvador\\_dplf-1.pdf](https://dplf.org/wp-content/uploads/2024/08/informe_derecho_defensa_garantias_procesales_el_salvador_dplf-1.pdf) [consulté le 10/06/2025]

Fundación para el Debido Proceso (DPLF), *(In)debido proceso: Análisis de las reformas que acompañan el régimen de excepción en El Salvador, Jueces sin rostro y otras violaciones a la garantía de juez independiente e imparcial*, 22/08/2023, [https://dplf.org/wp-content/uploads/2024/10/jueces\\_sin\\_rostro-detencion\\_provisional\\_-\\_indebido\\_proceso\\_-\\_analisis\\_reformas\\_el\\_salvador.pdf](https://dplf.org/wp-content/uploads/2024/10/jueces_sin_rostro-detencion_provisional_-_indebido_proceso_-_analisis_reformas_el_salvador.pdf) [consulté le 10/06/2025]

Fundación para el Debido Proceso (DPLF), *(In)debido proceso: Análisis de las reformas que acompañan el régimen de excepción en El Salvador, La detención provisional*, 22/08/2023, [https://dplf.org/wp-content/uploads/2024/08/detencion\\_provisional\\_-\\_indebido\\_proceso\\_-\\_analisis\\_reformas\\_el\\_salvador.pdf](https://dplf.org/wp-content/uploads/2024/08/detencion_provisional_-_indebido_proceso_-_analisis_reformas_el_salvador.pdf) [consulté le 10/06/2025]

Fundación para el Debido Proceso (DPLF), *(In)debido proceso: Análisis de las reformas que acompañan el régimen de excepción en El Salvador, Las reformas penales sustantivas*, 22/08/2023, [https://dplf.org/wp-content/uploads/2023/08/indebido\\_proceso\\_-\\_reformas\\_penales\\_sustantivas\\_en\\_el\\_regimen\\_de\\_excepcion\\_en\\_el\\_salvador-1.pdf](https://dplf.org/wp-content/uploads/2023/08/indebido_proceso_-_reformas_penales_sustantivas_en_el_regimen_de_excepcion_en_el_salvador-1.pdf) [consulté le 10/06/2025]

Fundación para el Debido Proceso (DPLF), *Justicia amordazada. La captura del sistema de justicia de El Salvador*, 17/07/2022, [https://dplf.org/sites/default/files/justicia\\_amordazada\\_-\\_captura\\_sistema\\_justicia\\_el\\_salvador\\_1.pdf](https://dplf.org/sites/default/files/justicia_amordazada_-_captura_sistema_justicia_el_salvador_1.pdf) [consulté le 27/11/2023]

Gato Encerrado, *Soyapango permanecerá bajo cerco militar hasta enero*, 05/12/2022, <https://gatoencerrado.news/2022/12/05/cerco-militar-en-soyapango/> [consulté le 23/08/2023]

Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC), *Resiliencia comunitaria contra la extorsión: Experiencias de El Salvador, Guatemala y Honduras*, 07/2024, <https://reliefweb.int/report/el-salvador/resiliencia-comunitaria-contra-la-extorsion-experiencias-de-el-salvador-guatemala-y-honduras-julio-2024> [consulté le 16/05/2025]

Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC), *Strengthening Resilience Against Extortion: A Community-Led Approach in Central America*, 07/2024, <https://flacsochile.org/wp-content/uploads/Strengthening-Resilience-Against-Extortion-A-Community-Led-Approach-in-Central-America-Final-Report.pdf> [consulté le 10/06/2025]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Compilation établie par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme*, 11/11/2024, <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/q24/198/20/pdf/q2419820.pdf> [consulté le 08/05/2025]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *IDPs in Colombia, El Salvador, Haiti, Honduras and Mexico*, 12/2024, [https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/2024-12/Americas\\_IDPs\\_Colombia\\_ElSalvador\\_Haiti\\_Honduras\\_Mexico\\_December\\_2024\\_0.pdf](https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/2024-12/Americas_IDPs_Colombia_ElSalvador_Haiti_Honduras_Mexico_December_2024_0.pdf) [consulté le 20/05/2025]

Havana Times, *Bukele Will Be Reelected in El Salvador As Often as He Likes*, 24/11/2023, <https://havanatimes.org/interviews/bukele-will-be-reelected-in-el-salvador-as-often-as-he-likes/> [consulté le 30/11/2023]

Human Rights Watch (HRW), *Cristosal, "We Can Arrest Anyone We Want"*, 07/12/2022, [https://www.hrw.org/sites/default/files/media\\_2022/12/elsalvador1222web.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2022/12/elsalvador1222web.pdf) [consulté le 21/03/2023]

Human Rights Watch (HRW), *El Salvador: Broad 'State of Emergency' Risks Abuse*, 29/03/2022, <https://www.hrw.org/news/2022/03/29/el-salvador-broad-state-emergency-risks-abuse-0> [consulté le 23/11/2023]

Human Rights Watch (HRW), *El Salvador: New Laws Threaten Free Expression, Privacy*, 12/12/2024, <https://www.hrw.org/news/2024/12/12/el-salvador-new-laws-threaten-free-expression-privacy> [consulté le 08/05/2025]

Human Rights Watch (HRW), *El Salvador: Sweeping New Laws Endanger Rights*, 08/04/2022, <https://www.hrw.org/news/2022/04/08/el-salvador-sweeping-new-laws-endanger-rights> [consulté le 23/11/2023]

Human Rights Watch (HRW), *World Report 2025: Rights Trends in El Salvador*, 16/01/2025, <https://www.hrw.org/world-report/2025/country-chapters/el-salvador> [consulté le 05/05/2025]

Infobae, *El Parlamento de El Salvador autorizó una nueva prórroga del régimen de excepción impuesto por Bukele*, 13/04/2023, <https://www.infobae.com/america/america-latina/2023/04/13/el-salvador-autorizo-una-nueva-prorroga-del-regimen-de-excepcion-pese-al-llamado-de-la-cidh-de-restablecer-las-garantias/> [consulté le 02/04/2023]

Infobae, *El Salvador extendió por otros 30 días la suspensión de garantías bajo el régimen de excepción instaurado por Bukele*, 10/08/2023, <https://www.infobae.com/america/america-latina/2023/08/10/el-salvador-extendio-por-otros-30-dias-la-suspension-de-garantias-bajo-el-regimen-de-excepcion-instaurado-por-bukele/> [consulté le 11/09/2023]

Infobae, *Las pandillas retomaron las extorsiones en algunos barrios de El Salvador*, 05/11/2023, <https://www.infobae.com/america/america-latina/2023/11/05/las-pandillas-retomaron-las-extorsiones-en-algunos-barrios-de-el-salvador/> [consulté le 16/11/2023]

- InSight Crime, *Acquittal of Top MS13 Leader Weakens El Salvador's Anti-Gang Rhetoric*, 20/06/2023, <https://insightcrime.org/news/acquittal-top-ms13-leader-el-salvador-anti-gang-rhetoric/> [consulté le 23/06/2023]
- InSight Crime, *El Salvador Escalates Gang Crackdown With New Measures*, 04/08/2023, <https://insightcrime.org/news/el-salvador-escalates-gang-crackdown-with-new-measures/> [consulté le 17/08/2023]
- InSight Crime, *El Salvador Frees 'Terrorist' Johana Flores*, 28/11/2023, <https://insightcrime.org/news/el-salvador-frees-terrorist-johana-flores/> [consulté le 30/11/2023]
- InSight Crime, *El Salvador Police Reports Contradict Bukele's Triumphalism*, 22/09/2023, <https://insightcrime.org/news/el-salvador-police-reports-contradict-bukeles-triumphalism/> [consulté le 09/11/2023]
- InSight Crime, *El Salvador Tops Security Perceptions Survey as Chile, Ecuador Decline*, 01/10/2024, <https://insightcrime.org/news/el-salvador-tops-security-perceptions-survey-chile-ecuador-decline/> [consulté le 29/04/2025]
- InSight Crime, *El Salvador's (Perpetual) State of Emergency: How Bukele's Government Overpowered Gangs*, 12/2023, <https://insightcrime.org/wp-content/uploads/2023/08/El-SalvadorsPerpetual-State-of-Emergency-How-Bukeles-Government-Overpowered-Gangs-InSight-Crime-Dec-2023.pdf> [consulté le 08/05/2025]
- InSight Crime, *El Salvador's Anti-Gang Crackdown Now Has Political Opponents in Its Crosshairs*, 21/05/2025, [https://insightcrime.org/news/el-salvador-anti-gang-policy-political-weapon/?mc\\_cid=684704b371&mc\\_eid=61c6450a22](https://insightcrime.org/news/el-salvador-anti-gang-policy-political-weapon/?mc_cid=684704b371&mc_eid=61c6450a22) [consulté le 23/05/2025]
- InSight Crime, *El Salvador's Security Crackdown May Feed Gang Recruitment*, 15/06/2022, <https://insightcrime.org/news/el-salvador-security-crackdown-gang-recruitment-drive/> [consulté le 18/08/2023]
- InSight Crime, *Is Nayib Bukele's 'Iron Fist' in El Salvador Working?*, 09/02/2023, <https://insightcrime.org/news/nayib-bukele-iron-fist-el-salvador-working/> [consulté le 20/02/2023]
- InSight Crime, *Mara Salvatrucha (MS13)*, 03/04/2025, <https://insightcrime.org/es/noticias-crimen-organizado-el-salvador/mara-salvatrucha-ms-13-perfil/> [consulté le 16/05/2025]
- InSight Crime, *Portrait of a 'Terrorist' in El Salvador*, 23/10/2023, <https://insightcrime.org/news/portrait-terrorist-el-salvador/> [consulté le 09/11/2023]
- Inter Press Service (IPS), *Arbitrary Arrests in El Salvador Hit the LGBTI Community*, 21/11/2022, [https://www.ipsnews.net/2022/11/arbitrary-arrests-el-salvador-hit-lgbti-community/?utm\\_source=rss&utm\\_medium=rss&utm\\_campaign=arbitrary-arrests-el-salvador-hit-lgbti-community](https://www.ipsnews.net/2022/11/arbitrary-arrests-el-salvador-hit-lgbti-community/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=arbitrary-arrests-el-salvador-hit-lgbti-community) [consulté le 30/03/2023]
- Inter-American Commission on Human Rights (IACHR), *Annual report 2024. Situation of Human Rights in the Region*, s.d., [https://www.oas.org/en/iachr/docs/annual/2024/chapters/IA2024\\_4A\\_EN.pdf](https://www.oas.org/en/iachr/docs/annual/2024/chapters/IA2024_4A_EN.pdf) [consulté le 10/05/2025]
- Inter-American Commission On Human Rights (IACHR), *Report State of Emergency and Human Rights in El Salvador. 2024*, 28/06/2024, [https://www.oas.org/en/iachr/reports/pdfs/2024/Report\\_StateEmergencyHumanRights\\_ElSalvador%20\(1\).pdf](https://www.oas.org/en/iachr/reports/pdfs/2024/Report_StateEmergencyHumanRights_ElSalvador%20(1).pdf) [consulté le 12/05/2025]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch. El Salvador*, 04/2025, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/april-trends-and-may-alerts-2025#el-salvador> [consulté le 16/05/2025]
- International Crisis Group (ICG), *Unpacking the Use of U.S. Wartime Powers against a Criminal "Invasion"*, 26/03/2025, <https://www.crisisgroup.org/global-united-states-el-salvador-venezuela/unpacking-use-us-wartime-powers-against-criminal-invasion> [consulté le 16/05/2025]
- Istituto Affari Internazionali (IAI) (Breda, T.), *Why El Salvador's Anti-Crime Measures Cannot (and Should Not) Be Exported*, 29/03/2023, <https://www.iai.it/en/pubblicazioni/why-el-salvadors-anti-crime-measures-cannot-and-should-not-be-exported> [consulté le 17/11/2023]

Jarjoura M., *The Rise and Fall of El Salvador's Mano Dura*, in *University of Miami Inter-American Law Review*, Vol. 56, N° 1, 26/11/2024, <https://repository.law.miami.edu/cji/viewcontent.cji?article=2694&context=umialr> [consulté le 19/05/2025]

Knight Center, *Governments across Latin America are tightening their grip on non-profits, squeezing out independent journalism*, 15/10/2024, <https://latamjournalismreview.org/articles/governments-across-latin-america-are-tightening-their-grip-on-non-profits-squeezing-out-independent-journalism/> [consulté le 10/06/2025]

La Noticia.sv, *Más de 45 arrestos por amenazas, extorsión y estafas, ocho vinculados a la corporación Argoz*, 29/01/2025, <https://lanoticiasv.com/mas-de-45-arrestos-por-amenazas-extorsion-y-estafas-ocho-vinculados-a-la-corporacion-argoz/> [consulté le 16/05/2025]

La Página, *Condenan a 79 años de prisión para pandillero de la MS por extorsión*, 13/05/2025, <https://lapagina.com/sv/nacionales/condenan-a-79-anos-de-prision-para-pandillero-de-la-ms-por-extorsion/> [consulté le 16/05/2025]

La Prensa Gráfica, *Agente PNC cobraba extorsión a cambio de no capturar a víctima*, 10/08/2023, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Agente-PNC-cobraba-extorsion-a-cambio-de-no-capturar-a-victima-20230818-0094.html> [consulté le 11/09/2023]

La Prensa Gráfica, *Aprueban prórroga 39 del régimen de excepción*, 29/05/2025, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Aprueban-prorroga-39-del-regimen-de-excepcion-20250529-0081.html> [consulté le 02/06/2025]

La Prensa Gráfica, *Centros Penales prometió usar 48,000 reos en trabajos, pero las cuentas no dan*, 26/07/2024, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Centros-Penales-prometio-usar-48000-reos-en-trabajos-pero-las-cuentas-no-dan-20240726-0095.html> [consulté le 30/06/2025]

La Prensa Gráfica, *Denuncian aparente reactivación de pandillas en diversas zonas del país*, 12/02/2025, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Denuncian-aparente-reactivacion-de-pandillas-en-diversas-zonas-del-pais-20250212-0058.html> [consulté le 02/06/2025]

La Prensa Gráfica, *El régimen de excepción alteró las causas del desplazamiento forzado*, 20/03/2023, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/El-regimen-de-excepcion-altero-las-causas-del-desplazamiento-forzado-20230319-0077.html> [consulté le 19/05/2025]

La Prensa Gráfica, *Gobierno salvadoreño enlista a algunos críticos y los bloquea en redes oficiales*, 16/09/2024, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Gobierno-salvadoreno-enlista-a-algunos-criticos-y-los-bloquea-en-redes-oficiales-20240916-0044.html> [consulté le 08/05/2025]

La Prensa Gráfica, *Más de 80 personas LGTBI detenidas durante el régimen de excepción*, 28/06/2023, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Mas-de-80-personas-LGTBI-detenido-durante-el-regimen-de-excepcion-20230628-0061.html> [consulté le 16/10/2023]

La Prensa Gráfica, *Presuntos sicarios y jefes de pandillas entre liberados por el régimen de excepción en El Salvador*, 23/10/2023, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Presuntos-sicarios-y-jefes-de-pandillas-entre-liberados-por-el-regimen-de-excepcion-en-El-Salvador-20231023-0016.html> [consulté le 20/11/2023]

Lawfare (Meléndez-Sánchez M.), *Bukele Has Defeated El Salvador's Gangs-for Now. How? And What Does It Mean for the Region?*, 27/03/2023, <https://www.lawfaremedia.org/article/bukele-has-defeated-el-salvadors-gangs-now-how-and-what-does-it-mean-region> [consulté le 23/11/2023]

Le Grand continent, *"La France pourrait solliciter les services des établissements pénitentiaires du Salvador" : l'entretien avec le consigliere de Bukele*, 06/05/2025, <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/05/06/nimporte-quel-pays-peut-solliciter-les-services-des-etablissements-penitentiaires-du-salvador-lentretien-avec-le-consigliere-de-bukele/> [consulté le 09/05/2025]

Le Monde, *Au Salvador, des chefs de gang affirment avoir permis l'ascension politique du président Nayib Bukele*, 10/05/2025, [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/10/au-salvador-des-chefs-de-gang-affirment-avoir-permis-l-ascension-politique-du-president-nayib-bukele\\_6604812\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/10/au-salvador-des-chefs-de-gang-affirment-avoir-permis-l-ascension-politique-du-president-nayib-bukele_6604812_3210.html) [consulté le 10/05/2025]

- Libre Mercado, *Las cifras detrás de Bukele: ¿ha mejorado la seguridad en El Salvador? ¿Y su economía?*, 09/03/2023, <https://www.libremercado.com/2023-03-09/las-cifras-detras-de-bukele-ha-mejorado-la-seguridad-en-el-salvador-y-su-economia-6993766/> [consulté le 21/04/2023]
- Los Angeles Times, *They left gangs and found God. But they weren't spared in El Salvador's crackdown*, 19/04/2023, <https://www.latimes.com/world-nation/story/2023-04-19/as-el-salvador-cracks-down-on-california-born-gangs-who-still-believes-in-redemption> [consulté le 25/04/2023]
- Los Angeles Times, *What El Salvador's Bukele, a hero for the American right, isn't showing the world*, 18/05/2025, <https://www.latimes.com/world-nation/story/2025-05-18/el-salvadors-millennial-dictator-disappeared-thousands-but-quashed-gangs-how-long-will-his-popularity-last> [consulté le 16/05/2025]
- Mondiaal Nieuws (MO\*), *'Het bendegeweld van de straat maakte plaats voor de maffia van de staat'*, 08/04/2023, <https://www.mo.be/interview/het-bendegeweld-el-salvador-maakte-plaats-voor-de-maffia-van-de-staat> [consulté le 21/04/2023]
- New York Times, *Lost in the 'Death Realm' of El Salvador's Prisons*, 01/05/2025, <https://www.nytimes.com/2025/05/01/world/americas/el-salvador-prisons-disappearances.html?smid=nytcore-ios-share&referringSource=articleShare> [consulté le 05/05/2025]
- Newsweek El Salvador, *La policía de Nicaragua entrega un presunto pandillero a El Salvador*, 16/05/2024, <https://newsweekspanol.com/elsalvador/2024/05/16/nicaragua-pandillero-a-el-salvador/> [consulté le 27/05/2025]
- Nuestra Mirada, *Violencia hacia personas LGBTIQ+ en El Salvador a agosto 2024*, 02/2025, <https://nuestramirada.lgbt/wp-content/uploads/2025/02/Violencia-contr-a-personas-LGBTI-en-El-Salvador-a-agosto-2024.pdf> [consulté le 30/06/2025]
- Observatorio Universitario de Derechos Humanos (OUDH), *Informe anual 2024. El estado de los derechos humanos en El Salvador*, 12/05/2025, <https://drive.google.com/file/d/1tRDYGh94R-M7b3VaotpjH7k1xJgp5nF3/view> [consulté le 26/05/2025]
- Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *El Salvador: Extended state of emergency undermines right to fair trial, UN experts say*, 22/05/2023, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/05/el-salvador-extended-state-emergency-undermines-right-fair-trial-un-experts> [consulté le 24/08/2023]
- Plataforma por la Seguridad Ciudadana (PSC), *Informe sobre la seguridad ciudadana en El Salvador 2024*, 2024, <https://www.calameo.com/read/006670536ed8c620d5e4c> [consulté le 16/05/2025]
- Policía Nacional Civil (PNC), *El 2023 fue el año más seguro en la historia del El Salvador*, 03/01/2024, <https://www.pnc.gob.sv/el-2023-fue-el-ano-mas-seguro-en-la-historia-del-el-salvador/#:~:text=De%20esta%20forma%2C%20los%20homicidios,2023%3A%20154%20homicidios> [consulté le 13/05/2025]
- Policía Nacional Civil (PNC), *Llama al 123*, s.d., <https://www.pnc.gob.sv/> [consulté le 28/08/2023]
- Prensa Latina (PL), *Desmienten existan torturas en El Salvador*, 17/11/2023, <https://www.prensa-latina.cu/2023/11/17/desmienten-existan-torturas-en-el-salvador> [consulté le 17/11/2023]
- Prensa Latina (PL), *Organización denuncia arrestos de inocentes en El Salvador*, 28/04/2023, <https://www.prensa-latina.cu/2023/04/28/organizacion-denuncia-arrestos-de-inocentes-en-el-salvador> [consulté le 28/04/2023]
- Presidencia de la República de El Salvador, *El Salvador registra el promedio de homicidios más bajo de Centroamérica*, 05/01/2023, <https://www.presidencia.gob.sv/el-salvador-registra-el-promedio-de-homicidios-mas-bajo-de-centroamerica/> [consulté le 25/04/2023]
- PROLEDI de la Universidad de Costa Rica, *Informe del estado de la libertad de expresión y la seguridad del ejercicio periodístico en Centroamérica – 2023*, 11/2023, <https://sv.boell.org/sites/default/files/2024-02/informe-de-la-libertad-y-la-seguridad-del-ejercicio-periodistico-en-centroamerica-2023-vf5.pdf> [consulté le 08/05/2025]

Radio France internationale (RFI), *¿Ha conseguido Bukele desarticular las pandillas en El Salvador ?*, 12/02/2023, <https://www.rfi.fr/es/programas/noticias-de-am%C3%A9rica/20230212-ha-conseguido-bukele-desarticular-las-pandillas-en-el-salvador> [consulté le 20/02/2023]

Radio y Televisión Española (RTVE), *El infierno penitenciario de El Salvador que Bukele ofrece ahora a Trump: "Quiere que la gente se muera en la cárcel"*, 31/03/2025, <https://www.rtve.es/noticias/20250331/infierno-penitenciario-salvador-bukele-quiere-gente-muera-carceles/16510531.shtml> [consulté le 02/06/2025]

Reuters, *El Salvador lawmakers repeal media crackdown, declare 'war on gangs won'*, 02/11/2023, <https://www.reuters.com/world/americas/el-salvador-lawmakers-repeal-media-crackdown-declare-war-gangs-won-2023-11-02/> [consulté le 16/11/2023]

Reuters, *El Salvador police report says crackdown leaves 43,000 tied to gangs still free*, 28/09/2023, <https://www.reuters.com/world/americas/el-salvador-police-report-says-crackdown-leaves-43000-tied-gangs-still-free-2023-09-27/> [consulté le 09/11/2023]

Revista Factum, *La libertad de mentir*, 29/09/2024, <https://www.revistafactum.com/editorial-libertad-mentir/> [consulté le 10/06/2025]

Revista Raya, *Hay más de 300 muertos que estaban en cárceles de Nayib Bukele*, 11/05/2025, <https://revistaraya.com/hay-mas-de-300-muertos-que-estaban-en-carceles-de-nayib-bukele.html> [consulté le 09/06/2025]

ReVista, *Safety For Whom? The Cost of El Salvador's Latest Quest for Peace*, 21/02/2024, <https://revista.drclas.harvard.edu/safety-for-whom-the-cost-of-el-salvadors-latest-quest-for-peace/> [consulté le 03/04/2025]

Robert F. Kennedy Human Rights et al., *Afectaciones Al Derecho A La Libertad De Expresión Por Medidas Estatales De Censura En Las Américas*, 12/2024, <https://rfkhumanrights.org/wp-content/uploads/2024/12/Afectaciones-al-derecho-a-la-libertad-de-expresion-por-medidas-estatales-de-censura-en-las-americas.pdf> [consulté le 08/05/2025]

Small Wars Journal, *El Salvador and the Bukele Anti-Crime Experiment: Is it Working?*, 11/02/2025, <https://smallwarsjournal.com/2025/02/11/el-salvador-and-the-bukele-anti-crime-experiment-is-it-working/> [consulté le 03/04/2025]

S-RM, *The Bukele effect: Shifting extortion trends in Central America and Mexico*, 06/07/2023, <https://gsi.s-rminform.com/articles/the-bukele-effect-shifting-extortion-in-central-america-and-mexico> [consulté le 22/08/2023]

Supreme Court, *Exhibit C, Declaration of Dr. Sarah C. Bishop Risks for Non-Salvadoran Actors Facing Third Country Removal to El Salvador*, 19/03/2025, [https://www.supremecourt.gov/DocketPDF/24/24A931/354494/20250401120252598\\_24A931%20Response%20Appx%202.pdf](https://www.supremecourt.gov/DocketPDF/24/24A931/354494/20250401120252598_24A931%20Response%20Appx%202.pdf) [consulté le 02/06/2025]

Telemundo, *'Hay un incremento en el número de pandilleros migrando': el estado de excepción de Bukele pone en alerta a países vecinos*, 20/04/2023, <https://www.telemundo.com/noticias/noticias-telemundo/internacional/estado-de-excepcion-el-salvador-pandillas-america-latina-rcna80534> [consulté le 13/11/2023]

TeleSur, *¿Qué viene después del estado de excepción para El Salvador?*, 12/02/2023, <https://www.telesur.net/telesuragenda/estado-excepcion-violencia-salvador-20230213-0026.html> [consulté le 20/02/2023]

The Atlantic, *El Salvador's Exceptional Prison State*, 10/04/2025, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2025/04/el-salvador-bukele/682367/> [consulté le 19/05/2025]

The Conversation, *Beatings, overcrowding and food deprivation: US deportees face distressing human rights conditions in El Salvador's mega-prison*, 17/03/2025, <https://theconversation.com/beatings-overcrowding-and-food-deprivation-us-deportees-face-distressing-human-rights-conditions-in-el-salvadors-mega-prison-250739> [consulté le 05/05/2025]

- The Dialogue, *El Salvador. Security and Democracy*, 19/05/2025, [https://thedialogue.org/wp-content/uploads/2025/05/El-Salvador\\_EN.pdf](https://thedialogue.org/wp-content/uploads/2025/05/El-Salvador_EN.pdf) [consulté le 21/05/2025]
- The Economist, *Nayib Bukele shows how to dismantle a democracy and stay popular*, 20/07/2023, <https://www.economist.com/the-americas/2023/07/20/nayib-bukele-shows-how-to-dismantle-a-democracy-and-stay-popular> [consulté le 08/08/2023]
- The Guardian, *'It's a war on the people': El Salvador's mass arrests send thousands into despair*, 08/06/2022, <https://www.theguardian.com/society/2022/jun/08/its-a-war-on-the-people-el-salvadora-mass-arrests-send-thousands-into-despair> [consulté le 08/05/2025]
- The Guardian, *El Salvador clears way for mass trials as crackdown on gangs ramps up*, 27/07/2023, <https://www.theguardian.com/world/2023/jul/27/el-salvador-nayib-bukele-gangs-mass-trials> [consulté le 08/08/2023]
- The New York Times, *El Salvador Decimated Its Ruthless Gangs. But at What Cost?*, 09/04/2023, <https://www.nytimes.com/2023/04/09/world/americas/el-salvador-gangs.html> [consulté le 20/04/2023]
- The New York Times, *In El Salvador, the President Cracks Down on Civil Liberties, and Is Beloved for It*, 28/04/2022, <https://www.nytimes.com/2022/04/28/world/americas/el-salvador-bukele-gangs.html> [consulté le 20/02/2023]
- Time, *How Nayib Bukele's "Iron Fist" Has Transformed El Salvador*, 29/08/2024, <https://time.com/7015598/nayib-bukeles-iron-fist-el-salvador/> [consulté le 27/05/2025]
- United States Department of State (USDOS), *2022 Country Reports on Human Rights Practices: El Salvador*, 20/04/2023, <https://www.state.gov/reports/2022-country-reports-on-human-rights-practices/el-salvador/> [consulté le 20/04/2023]
- United States Institute of Peace (USIP), *As El Salvador's Gang Crackdown Continues, Citizens Wonder What's Next?*, 10/05/2023, <https://www.usip.org/publications/2023/05/el-salvadors-gang-crackdown-continues-citizens-wonder-whats-next> [consulté le 23/11/2023]
- University of San Francisco (USF), *Nayib Bukele's Mano Dura Policies*, 13/05/2023 <https://www.usfmasterinmigrationstudies.org/blog/nayib-bukeles-mano-dura-policies> [consulté le 19/05/2025]
- USA Today, *The shadowy rise of Donald Trump's favorite president: Nayib Bukele*, 29/05/2025, <https://eu.usatoday.com/story/news/politics/2025/05/29/trump-favorite-president-el-salvador-nayib-bukele/83896220007/> [consulté le 02/06/2025]
- Voz de América (VOA) via La Prensa, *Programa de la Mara Salvatrucha que terminó siendo ruta de escape para pandilleros que huyen de El Salvador*, 19/04/2023, <https://www.laprensani.com/2023/04/17/internacionales/3134584-programa-de-la-mara-salvatrucha-que-termino-siendo-ruta-de-escape-para-pandilleros-que-huyen-de-el-salvador> [consulté le 23/11/2023]
- Washington Office on Latin America (WOLA), *Flooding the zone : the Bukele Model* [audio], 08/03/2024, <https://www.wola.org/es/multimedia/flooding-the-zone-the-bukele-model-security-and-democracy-in-el-salvador/> [consulté le 07/01/2025]
- Washington Office on Latin America (WOLA), *Mass Incarceration and Democratic Deterioration: Three Years of the State of Exception in El Salvador*, 27/03/2025, <https://www.wola.org/analysis/mass-incarceration-and-democratic-deterioration-three-years-of-the-state-of-exception-in-el-salvador/> [consulté le 03/04/2025]
- Washington Office on Latin America (WOLA), *State of Exception in El Salvador: From a Security Measure to a Government Policy*, 04/12/2024, <https://www.wola.org/analysis/state-of-exception-el-salvador-from-security-measure-to-government-policy/> [consulté le 06/05/2025]
- Z Network, *Indefinite Exception*, 08/09/2023, <https://znetwork.org/znetarticle/indefinite-exception/> [consulté le 23/11/2023]